



2024:02

Sida Decentralised Evaluation

FCG Sweden

## Evaluation finale du projet de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement dans les Régions du Centre-Nord, Centre-Sud et Nord du Burkina Faso

Evaluation finale

# Evaluation finale du projet de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement dans les Régions du Centre-Nord, Centre-Sud et Nord du Burkina Faso

**Evaluation finale  
Septembre 2023**

**Björn Ternström  
Dam Mogbante  
Karidia Sanon**

**Auteurs :** Björn Ternström, Dam Mogbante, Karidia Sanon

Les opinions et interprétations exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'Asdi.

**Sida Decentralised Evaluation 2024:02**

Commandité par Asdi, Ambassade de Suède au Mali

**Copyright:** Sida and the authors

**Date du rapport final :** 2023-09-13

**Publié par** Nordic Morning

**Art. no.** Sida62678fr

urn:nbn:se:sida-62678fr

Cette publication peut être téléchargée à l'adresse suivante :  
[www.sida.se/en/publications](http://www.sida.se/en/publications)

SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

---

Visiting address: Rissneleden 110, 174 57 Sundbyberg  
Postal address: Box 2025, SE-174 02 Sundbyberg, Sweden  
Telephone: +46 (0)8-698 50 00. Telefax: +46 (0)8-20 88 64  
E-mail: [sida@sida.se](mailto:sida@sida.se) Web: [sida.se/en](http://sida.se/en)

# Table des matières

<b>Abréviations et acronymes .....</b>	<b>i</b>
<b>Préface .....</b>	<b>iii</b>
<b>1 Résumé exécutif .....</b>	<b>4</b>
<b>2 Introduction.....</b>	<b>10</b>
2.1 Contexte .....	10
2.2 Justification et objectif de l'évaluation.....	10
2.3 L'objet de l'évaluation .....	11
2.4 La portée de l'évaluation.....	12
<b>3 Méthodologie .....</b>	<b>13</b>
3.1 L'approche d'évaluation a été axée sur l'utilisation .....	13
3.2 L'approche d'évaluation a été basée sur la théorie.....	13
3.3 L'approche d'évaluation a été sensible au genre.....	13
3.4 Méthodes de collecte de données .....	14
3.5 Limitations .....	15
3.6 Éthique et participation .....	16
<b>4 Théorie du changement de la PHA.....</b>	<b>18</b>
<b>5 Résultats .....</b>	<b>22</b>
5.1 L'approche.....	22
5.2 Pertinence .....	23
5.3 Cohérence et coordination .....	24
5.4 Efficacité .....	26
5.5 Efficience.....	33
5.6 Durabilité .....	34
5.7 Réflexions sur la pauvreté multidimensionnelle.....	36
<b>6 Conclusion .....</b>	<b>40</b>
6.1 Conclusions sur les critères du CAD-OCDE.....	40
6.2 Validité de la théorie du changement .....	41
<b>7 Leçons apprises .....</b>	<b>43</b>
<b>8 Points de discussion.....</b>	<b>44</b>

<b>9</b>	<b>Recommendations.....</b>	<b>46</b>
9.1	Recommandations à l'Asdi : .....	46
9.2	Recommandations à WA/EVI .....	46
<b>Annexe 1</b>	<b>: Termes de référence.....</b>	<b>47</b>
<b>Annexe 2</b>	<b>: Matrice d'évaluation .....</b>	<b>48</b>
<b>Annexe 3</b>	<b>: Outils de collecte de données .....</b>	<b>52</b>
<b>Annexe 4</b>	<b>: Bibliographie.....</b>	<b>55</b>
<b>Annexe 5</b>	<b>: Liste des personnes rencontrées.....</b>	<b>57</b>
<b>Annexe 6</b>	<b>: Évaluation axée sur l'utilisation .....</b>	<b>59</b>

# Abréviations et acronymes

## English

AEPHA	Eau, Assainissement et Hygiène ( <i>WASH</i> )
AME/APE	Association des mères éducatrices / Association des parents d'élèves
ASBC	Agents de Santé à Base Communautaires ( <i>CBHW</i> )
Asdi (I')	Agence Suédoise de Développement International
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
BF	Burkina Faso
CAD	Comité d'aide au développement
DH	Droit de l'Homme
STD	Services Techniques déconcentrés
EGS	Égalité des sexes
EOS	Ambassade de Suède à Ouagadougou
EVI	Eau Vive Internationale
FDAL	Certification de fin de défécation à l'air libre
GHM	Gestion Hygienne des Menstrues ( <i>MHM</i> )
PDI	Personnes déplacées Internes (IDPs)
INÉRA	Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles
KII	Entretiens avec des Informateurs Clés
MDPA	Analyse Multi-Dimensionnelle de la Pauvreté
MQE	Matrice des questions d'évaluation
OCADE	Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité ( <i>CARITAS</i> )
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
IMPAIR	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PHA	Projet de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement dans les Régions du Centre-Nord, du Centre-Sud et du Nord du Burkina Faso
PN-AEPA	Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement
PN-AEUE	Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excrétas
PNDES	Plan national de développement économique et social
S&E	Suivi – Évaluation
SEK	Couronnes Suédoises
MST	Services Techniques Décentralisés
ATC	Technicien de l'assainissement communal (OCADES)
TCEA	Techniciens communaux de l'eau et de l'assainissement
TdC	Théorie du Changement
EFU	Évaluation axée sur l'utilisation
VPP	Village Propre et Productif ( <i>CPV</i> )
WA	WaterAid

## Anglais

CARITAS	Caritas ( <i>OCADES</i> )
CAVQ	Comité d'assainissement villageois de quartier
CBHW	Agents de santé communautaires
ATPC	Community-led total sanitation
CPV	Villages Propres et Productifs ( <i>VPP</i> )
EOS	Ambassade de Suède à Ouagadougou
KII	Entretiens avec des informateurs clés
MDPA	Analyse multidimensionnelle de la pauvreté
MHM	Gestion de l'hygiène menstruelle ( <i>GHM</i> )
MST	Technicien municipal en assainissement ( <i>TCA</i> )
PHA	Le projet de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement dans les Régions Centre-Nord, Centre-Sud et Nord du Burkina Faso
PN-AEPA	Programme national d'eau potable et d'assainissement
PN-AEUE	Programme national d'assainissement des eaux usées et des excréta
PNDES	Plan national de développement économique et social
MOI	Contrôle et évaluation
ODF	Open Defecation Free (FDAL in French)
ODD	Objectifs de développement durable
SEK	Couronnes suédoises
MST	Services techniques déconcentrés (niveau communal)
ToC	Théorie du changement
EFU	Évaluation axée sur l'utilisation
UNICEF	Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WASH	Eau, Assainissement et Hygiène

# Préface

Cette évaluation a été contractée par l'Ambassade de Suède à Ouagadougou par le biais de l'accord-cadre de l'Asdi pour les services d'évaluation, et menée par FCG Sweden.

L'équipe d'évaluation était composée de Björn Ternström, Dam Mogbante et Dr Karidia Sanon. La qualité du rapport final a été assurée par Florence Etta, dont le travail était indépendant de l'équipe d'évaluation. Aude Lemant a assuré le support en gestion de projet.

L'équipe d'évaluation tient à remercier tout particulièrement Hermann B KAMBOU et Yolande BAYALA et leurs équipes de WaterAid/ Eaux Vive Internationale, ainsi que M. Eric MAMBOUE et M. Dieudonné BATIONO.

*Pour l'équipe d'évaluation*

*Björn Ternström*



# 1 Résumé exécutif

## Contexte

L'Asdi, dans le cadre de sa stratégie de coopération 2018-2022 pour le développement du Burkina Faso, a défini deux grands axes d'intervention. Le soutien par le biais de l'Axe 1 se concentre sur les droits de l'homme, la démocratie, l'État de droit et l'égalité des sexes. Pour l'axe 2, le soutien est orienté vers les secteurs Agriculture/Sylviculture/Environnement et Eau et Assainissement et les énergies renouvelables.

**L'objet de l'évaluation** a été le projet de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement dans les Régions du Centre-Nord, Centre-Sud et Nord du Burkina Faso (PHA). Eau Vive Internationale a géré les interventions dans le Nord (en partenariat avec l'Association Vie Meilleure (AVM) tandis que WaterAid a géré le Centre-Nord (en partenariat avec l'Association les Mains Unies du Sahel (AMUS)), le Centre-Sud (en partenariat avec l'Association Weog La Viim (AWLV)) et a agi en tant qu'agence chef de file du consortium. L'un des principaux objectifs de PHA a été le transfert de compétences en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH) du gouvernement central aux gouvernements locaux (municipalités).

Les objectifs spécifiques du projet PHA ont été de :

1. Assurer un accès durable aux services d'hygiène, d'assainissement et d'eau potable aux communautés des Régions Nord, Centre-Nord et Centre- Sud ;
2. Promouvoir la réutilisation des sous-produits de l'assainissement au niveau des écoles et des communautés ;
3. Favoriser le développement de prestataires de services locaux pour la gestion des eaux usées et des excréments ;
4. Améliorer la gouvernance locale sur l'eau potable et la gestion des eaux usées et des excréments.

Le projet a reçu une subvention de l'Asdi pour une période de 60 mois (juillet 2018 à juin 2023). Le budget total a été de 92,1 MSEK. Il s'agit d'une évaluation finale du projet.

## Objectifs de l'évaluation

Le **but** ou l'utilisation prévue de l'évaluation est de :

1. *Mesurer le niveau d'atteinte des objectifs et des résultats du projet puis analyser sa pertinence, son efficacité, son efficience et sa pérennité ainsi que ses effets possibles sur les communautés ciblées ;*
2. *Identifier les forces et les faiblesses de l'intervention et les éventuelles mesures à prendre pour assurer la pérennité des actions au niveau communautaire ;*

3. *Identifier les facteurs de succès dans les zones où l'appropriation locale est effective, les innovations portées par le projet et faire des propositions d'amélioration des interventions futures ;*
4. *Faire des recommandations claires et réalistes pour améliorer la conception et la gestion des futurs projets de promotion de l'hygiène et de l'assainissement.*

Les principaux utilisateurs prévus de l'évaluation sont le consortium WaterAid – Eau Vive Internationale, parties prenantes et institutions gouvernementales responsables de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), et l'Ambassade de Suède à Ouagadougou.

Les objectifs de cette évaluation sont :

- Evaluer la pertinence et la cohérence du projet mis en œuvre par WaterAid et Eau Vive Internationale afin d'améliorer l'accès durable et équitable à l'eau potable et à l'assainissement pour les communautés de trois régions et d'identifier ce qui a fait défaut dans l'intervention et, le cas échéant, de formuler des recommandations en guise de contribution aux discussions à venir concernant la préparation d'une nouvelle phase de l'intervention.
- Évaluer l'efficacité de l'intervention en tant que contribution à la décision de continuer ou non à la financer.
- Évaluer la durabilité des résultats obtenus grâce à l'intervention.
- Évaluer la coordination et l'harmonisation avec les interventions d'autres donateurs et acteurs dans le secteur et la manière dont elles complètent l'intervention mise en œuvre par WaterAid et Eau Vive Internationale.

Les termes de référence complets (TdRs) peuvent être trouvés en annexe 1. Les questions d'évaluation peuvent être trouvées dans la matrice d'évaluation en annexe 2, celle-ci résume les critères d'évaluation et la manière dont ils ont été abordés.

L'approche d'évaluation a été axée sur l'utilisation, basée sur la théorie de changement et sensible au genre. La conception de l'évaluation a utilisé une approche de méthodes mixtes pour la collecte de données. L'équipe d'évaluation a combiné des examens de documents, des entretiens individuels et de groupe avec des informateurs clés (KII) avec des observations sur site. L'équipe a cherché à trianguler les données entre les sources ainsi qu'entre les types de sources.

L'analyse des effets se fait à partir de trois perspectives : basée sur i) les critères du CAD-OCDE (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, durabilité et questions transversales), ii) l'évaluation de la validité de la théorie du changement et iii) la réflexion sur les effets en matière de pauvreté. Cette dernière a été réalisée en utilisant la terminologie de l'analyse multidimensionnelle de la pauvreté de l'Asdi. La confidentialité est importante et peut, dans un contexte comme le Burkina Faso, avoir des implications sur la sécurité des personnes interrogées. Les individus peuvent être identifiables et les données brutes ne seront donc pas partagées en dehors de l'équipe d'évaluation.

### Limites

Une série de limitations ont affecté le processus d'évaluation :

*Défi* : Le programme est de nature complexe et mis en œuvre dans une série de contextes locaux influencés par de multiples acteurs et processus socio-économiques. Isoler les effets du programme de l'influence de l'environnement n'a été possible qu'en termes de probabilités.

*Défi* : Compte tenu des défis logistiques associés à la répartition géographique des sites de mise en œuvre, le temps alloué à la collecte de données a été limité. De plus, la collecte de données a eu lieu dans des contextes où les défis sécuritaires sont encore très difficiles.

*Défi* : La collecte de données dans le contexte d'insécurité dans les régions concernées implique que seuls les membres de l'équipe qui sont burkinabés ont voyagé en dehors de Ouagadougou.

Actuellement la situation du Covid-19 est stable, et l'équipe n'a pas eu besoin de faire des ajustements liés à la pandémie.

Les conséquences et la gestion de ce qui précède sont décrites dans la Section 2.5.

### Structure du rapport

La théorie implicite du changement, élaborée à partir de la documentation du programme, est présentée dans la section 3, ainsi que ses hypothèses sous-jacentes, qui sont ensuite utilisées pour évaluer la validité du concept du programme.

**Les résultats** se trouvent dans la section 4. Ils sont structurés selon les critères du CAD de l'OCDE, complétés par des réflexions sur les effets de la pauvreté en utilisant la terminologie de l'analyse multidimensionnelle de la pauvreté de l'Asdi.

La pertinence est décrite par rapport aux politiques suédoise et burkinabé et jugée élevée.

La section sur la cohérence et la coordination décrit un programme qui a fonctionné conformément aux politiques et directives existantes et en étroite coordination avec les structures existantes à tous les niveaux, du national au village. Les deux organisations du consortium ont activement participé à la coordination du secteur aux niveaux national, régional et provincial. WaterAid est décrit comme ayant un rôle de premier plan dans le développement du secteur national.

La section sur l'efficacité note des résultats élevés. La gestion du programme est décrite comme agile et l'adaptation au changement contextuel réussie, par exemple en répondant aux besoins liés au Covid et à la sécurité. La section souligne l'importance de l'approche participative mise en œuvre ainsi que la collaboration étroite avec les structures préexistantes, qu'elles soient formelles (municipalités, autorités provinciales

et nationales) ou informelles (telles que les associations villageoises, les chefs traditionnels, etc.). L'intégration étroite avec les structures préexistantes est soulignée comme différenciant positivement le projet d'autres interventions similaires.

Une section sur le genre et l'inclusion suit. Il note une forte prise en compte de la dimension de genre dans la conception et la mise en œuvre. Les efforts visant la gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles sont décrits comme largement couronnés de succès. Certaines autres activités axées sur le genre ont été moins bien réalisées, dans plusieurs cas en raison d'une diligence insuffisante en matière de genre lors de la conception du programme. Les réalisations et les défis liés à la satisfaction des besoins des personnes vulnérables sont également décrits.

Une courte section sur l'efficacité suit, mettant en évidence les économies de coûts liées à la participation et à la collaboration.

Les conclusions sur la durabilité font la distinction entre la durabilité des activités de l'organisation chargée de la mise en œuvre, qualifiée de faible, et la durabilité des activités et des effets. Pour ces deux derniers aspects, les résultats mettent en évidence la sensibilisation accrue, le renforcement des capacités et l'introduction d'infrastructures, souvent avec une participation significative au niveau local. L'intégration du soutien technique sectoriel dans les budgets municipaux est également soulignée.

Dans une tentative de nuancer les conclusions, une réflexion de l'équipe d'évaluation sur les effets sur la pauvreté suit. Les effets sur la pauvreté sont considérés en termes de ressources, d'opportunités et de choix, de pouvoir et de voix, ainsi que de sécurité humaine. La structure et la terminologie sont basées sur l'analyse multidimensionnelle de la pauvreté de l'Asdi, étant donné qu'un MDPA complet nécessiterait une collecte de données beaucoup plus large et une analyse plus approfondie qu'il n'a été possible d'allouer ici.

### Conclusions

*La section 5 présente les conclusions comme suit :*

**Pertinence :** La pertinence du programme est évaluée comme élevée, en relation avec les besoins, les capacités existantes et l'environnement politique suédois et burkinabé.

**Cohérence et coordination :** Évaluation globale : Le programme a été cohérent et bien coordonné.

**Efficacité :** Évaluation globale : Compte tenu du contexte – très efficace.

**Genre et inclusivité :** Malgré les faiblesses de la mesurabilité, l'évaluation globale est que le programme était sensible au genre.

**Efficacité :** Compte tenu du contexte, le programme est évalué comme ayant été très efficace.

**Durabilité :** La durabilité des activités de l'organisation interne (WA/EVI) est par définition faible car elle est financée de l'extérieur. Cependant, la durabilité des structures institutionnelles soutenues est susceptible d'être de moyenne à élevée, tout comme la durabilité des effets.

### Validité de la théorie du changement

La section des conclusions (5.2) évalue ensuite les hypothèses qui sous-tendent la théorie du changement et conclut qu'elles sont, dans l'ensemble, valables et que le programme est donc susceptible d'avoir contribué à ses objectifs. Le programme est également susceptible de contribuer aux objectifs généraux dans une future phase de suivi potentielle.

Une courte section, quelque peu technique, *sur les enseignements tirés* suit, dans la section 6. Elle met l'accent sur les aspects de délégation, de communication et d'innovation du programme.

Trois *points de discussion* sont énumérés dans la section 7 :

- *Maintenir la répartition géographique et se concentrer sur l'achèvement et le suivi OU s'étendre/se développer géographiquement ?*
- *Quelle adaptation aux différences contextuelles rural – périurbain ?*
- *Quel est le rôle de WA/EVI dans la préparation à la situation sécuritaire/humanitaire ?*

*Les recommandations* se trouvent dans la section 8

### Recommandations à l'Asdi

1. Continuer à investir dans le secteur au Burkina Faso.
2. Continuer de permettre aux partenaires de mise en œuvre de s'adapter aux changements contextuels en autorisant des changements de conception de programme, tels que les activités Covid et PDI, en réponse au changement contextuel.
3. Encourager les partenaires soutenus à améliorer leur préparation aux réponses humanitaires - sur la base d'une analyse minutieuse de l'avantage comparatif de chaque organisation, y compris leur niveau de connaissance du contexte local et la valeur ajoutée de leurs relations/réseaux existants.

### Recommandations à WA/EVI

1. Continuer à appliquer une approche participative, incluant les institutions formelles et informelles, pour assurer la durabilité.
2. Continuer à accompagner de manière proactive les structures étatiques (notamment au niveau communal) dans le développement du secteur en fonction des besoins des bénéficiaires.
3. Maintenir le renforcement des capacités organisationnelles et financières des associations féminines, des AME et des enseignants de PHA dans les villages.
4. Maintenir la répartition géographique et se concentrer sur l'achèvement et le suivi.
5. Étudier quelle adaptation est nécessaire pour faire face aux différences contextuelles rurales-périurbaines.

6. Développer des stratégies organisationnelles pour soutenir les interventions humanitaires – sans chercher à concurrencer les principaux acteurs humanitaires.
7. Continuer d'investir et de jouer un rôle de premier plan dans la coordination nationale du secteur WASH (WA).

Participer à la coordination nationale et continuer à investir dans le leadership de la coordination au niveau régional (EVI).

## 2 Introduction

### 2.1 CONTEXTE

L'Asdi, dans le cadre de sa stratégie de coopération 2018-2022 pour le développement du Burkina Faso, a défini deux grands axes d'intervention. Le soutien par le biais de l'Axe 1 se concentre sur les droits de l'homme, la démocratie, l'État de droit et l'égalité des sexes. Pour l'axe 2, le soutien est orienté vers les secteurs Agriculture/Sylviculture/Environnement et Eau et Assainissement et les énergies renouvelables.

Le projet de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement dans les Régions Centre-Nord, Centre-Sud et Nord du Burkina Faso (PHA) a été conçu pour s'aligner sur la stratégie nationale d'assainissement du Burkina Faso. L'un des principaux objectifs de PHA a été le transfert des compétences en matière d'eau et d'assainissement (WASH) du gouvernement central aux gouvernements locaux (municipalités).

Le projet, mis en œuvre par le consortium WaterAid et Eau Vive Internationale, a reçu une subvention de l'Asdi pour une période de 60 mois (juillet 2018 à juin 2023). Le budget total de la subvention a été de 92,1 MSEK. Cette évaluation est l'évaluation finale du projet.

### 2.2 JUSTIFICATION ET OBJECTIF DE L'ÉVALUATION

La **raison d'être** de l'évaluation était de :

*« Évaluer les résultats obtenus par le consortium WaterAid - Eau Vive et sa performance ultérieure dans la mise en œuvre du soutien à la promotion de l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement dans les régions du Centre-Nord, Centre-Sud et Nord du Burkina Faso, d'une part, et d'autre part, identifier les réalisations et les lacunes afin de fournir des éléments pour recommander et orienter une éventuelle intervention future sur le thème de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. ».*

L'objectif principal de cette évaluation finale était de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs du projet et ses premiers effets sur les groupes cibles.

Le **but** ou l'utilisation prévue de l'évaluation était de :

- Mesurer le niveau d'atteinte des objectifs et des résultats du projet puis analyser sa pertinence, son efficacité, son efficience et sa pérennité ainsi que ses effets éventuels sur les communautés ciblées ;

- Identifier les forces et les faiblesses de l'intervention et les éventuelles mesures à prendre pour assurer la pérennité des actions au niveau communautaire ;
- Identifier les facteurs de succès dans les zones où l'appropriation locale est effective, les innovations portées par le projet et faire des propositions d'amélioration des interventions futures ;
- Faire des recommandations claires et réalistes pour améliorer la conception et la gestion des futurs projets de promotion de l'hygiène et de l'assainissement.

L'évaluation devait développer les leçons apprises pour le consortium chargé de la mise en œuvre, aider l'Ambassade à évaluer les progrès du portefeuille et fournir une contribution aux discussions à venir concernant la préparation d'une éventuelle nouvelle phase d'intervention WASH.

### 2.3 L'OBJET DE L'ÉVALUATION

L'**objet de l'évaluation** a été le projet de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement dans les Régions du Centre-Nord, Centre-Sud et Nord du Burkina Faso (PHA), ciblant les trois régions en son nom. Eau Vive Internationale a géré les interventions dans le Nord (en partenariat avec l'Association Vie Meilleure (AVM) tandis que WaterAid a géré le Centre-Nord (en partenariat avec l'Association les Mains Unies du Sahel (AMUS)), le Centre-Sud (en partenariat avec l'Association Weog La Viim (AWLV)) ainsi que le rôle d'agence chef de file du consortium. Les services techniques de l'État en charge de l'eau, de l'assainissement, de la santé, de l'éducation, de l'environnement et de l'agriculture ont également contribué au suivi des actions et au renforcement des capacités des acteurs locaux.

Le projet s'inscrit dans la stratégie nationale d'assainissement du Burkina Faso. L'un des principaux objectifs de PHA a été le transfert des compétences en matière d'eau et d'assainissement (WASH) du gouvernement central aux gouvernements locaux (municipalités). Les objectifs spécifiques de la PHA ont été de :

- Assurer un accès durable aux services d'hygiène, d'assainissement et d'eau potable aux populations des Régions Nord, Centre-Nord et Centre- Sud ;
- Promouvoir la réutilisation des sous-produits de l'assainissement au niveau scolaire et communautaire ;
- Favoriser le développement de prestataires de services locaux pour la gestion des eaux usées et des excréta ;
- Améliorer la gouvernance locale sur l'eau potable et la gestion des eaux usées et des excréta.

Le projet couvre vingt-cinq communes rurales, dont 8 communes de la région du Centre-Nord, 8 communes de la région du Centre-Sud et 9 communes de la région Nord, mais en raison de la situation sécuritaire, certaines d'entre elles ne sont plus accessibles.



Dans le cadre de la pandémie, l'Asdi a accordé un financement complémentaire au consortium pour mettre en œuvre un plan de réponse COVID-19 dans les mêmes localités couvertes par le projet ainsi que dans la région du Centre.

### 2.4 LA PORTÉE DE L'ÉVALUATION

La **portée de l'évaluation** s'étend de juillet 2018 à juin 2023.

Les principaux utilisateurs prévus de l'évaluation sont le consortium WaterAid – Eau Vive Internationale, parties prenantes, et institutions gouvernementales en charge de WASH, et l'Ambassade de Suède à Ouagadougou.

L'objectif de l'évaluation est énoncé en détail dans les termes de référence. Les questions d'évaluation se trouvent ci-dessous et la matrice d'évaluation en annexe 2.

Les questions d'évaluation sont :

Pertinence : L'intervention fait-elle ce qu'il faut ?

- Dans quelle mesure les objectifs et la conception de l'intervention ont-ils répondu aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires, mondiaux, nationaux et des partenaires/institutions, et ont-ils continué à le faire si/quand les circonstances ont changé ?
- Dans quelle mesure les enseignements tirés de ce qui fonctionne bien et moins bien ont-ils été utilisés pour améliorer et ajuster la mise en œuvre des interventions ?

Efficacité : L'intervention atteint-elle ses objectifs ?

- Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle atteint ou devrait-elle atteindre ses objectifs et ses résultats, y compris les résultats différentiels entre les groupes ?
- Le système de S&E a-t-il fourni des informations solides et utiles qui pourraient être utilisées pour évaluer les progrès vers les résultats et contribuer à l'apprentissage ?

Durabilité : les avantages dureront-ils ?

- Dans quelle mesure les avantages nets de l'intervention se poursuivront-ils ou sont-ils susceptibles de se poursuivre ?

Coordination

- Dans quelle mesure les interventions des différents acteurs, notamment les bailleurs de fonds, ont-elles été harmonisées ?

## 3 Méthodologie

### 3.1 L'APPROCHE D'EVALUATION A ETE AXEE SUR L'UTILISATION

Une approche d'évaluation axée sur l'utilisation a guidé l'interaction avec WaterAid - Eau Vive Internationale (WA/EVI) et l'Ambassade de Suède (EoS). Le processus a été adapté de manière itérative aux préférences de WA/EVI/EoS. Des visites sur le terrain et un échantillonnage d'informateurs clés ont été effectués en dialogue avec les organisations de mise en œuvre. Les résultats préliminaires ont été présentés lors de réunions et les commentaires reçus ont été pris en compte lors de la rédaction finale du rapport. Veuillez vous référer à l'annexe 6 pour plus de détails sur les étapes entreprises et la manière dont les parties prenantes ont été impliquées.

### 3.2 L'APPROCHE D'EVALUATION A ETE BASEE SUR LA THEORIE

L'évaluation a été basée sur la théorie. L'évaluation a utilisé la matrice de résultats WA-EVI existante pour identifier la théorie implicite du changement (TdC). Ceci est présenté en détail dans la section 3 ci-dessous. Une théorie du changement est un outil d'analyse stratégique et de programmation conçu pour soutenir une approche axée sur les résultats. La TdC décrit les voies de changement logiques qui sont intégrées dans la programmation. Cela permet d'identifier les hypothèses sous-jacentes. La validité des hypothèses peut ensuite être utilisée pour confirmer ou rejeter la théorie du changement en tant que guide sur la meilleure façon de répondre aux besoins des bénéficiaires. L'évaluation a évalué si la logique de la TdC est confirmée par les preuves et s'il existe des preuves que les activités du programme ont, ou sont susceptibles d'avoir, un impact sur les principaux défis qui doivent être relevés.

### 3.3 L'APPROCHE D'EVALUATION A ETE SENSIBLE AU GENRE

Notre approche de l'évaluation a été sensible au genre <sup>1</sup>. Cela implique que nous avons accordé une attention particulière au genre et à la manière dont il influence la pratique des interventions et les avantages qui en découlent. L'évaluation a examiné la manière dont le genre a été pris en compte dans la justification, la conception et la mise en œuvre du projet. Il a évalué comment les activités du projet ont affecté les bénéficiaires en fonction du sexe (et de l'âge). Les entretiens avec les informateurs clés ont inclus l'exploration des résultats genrés des activités du projet. L'analyse et la présentation des

---

<sup>1</sup>Nous préférons le terme « sensible au genre » au terme plus courant « réactif au genre » car l'évaluation ne répond pas - c'est le rôle des responsables de la mise en œuvre.

résultats ont été ventilées par genre, lorsque cela était possible. Cette analyse sensible au genre a abordé les différentes expériences des bénéficiaires en fonction de leurs rôles et relations de genre, et est plus susceptible de capturer d'importantes nuances dans les effets. Lors des interactions avec les parties prenantes au niveau politique et les autorités locales, nous avons exploré leur prise de conscience et leurs perspectives sur les différences de genre en termes de besoins et de capacités, de ressources et de choix.

### 3.4 MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES

La conception de l'évaluation a utilisé une approche mixte pour la collecte de données. L'équipe a combiné l'examen de documents, des entretiens individuels et de groupe avec des informateurs clés (KII) avec des observations sur site. Bien que des données quantitatives provenant de sources secondaires aient été utilisées, aucune collecte de données quantitatives primaires n'a été entreprise.

La logistique précise de la collecte des données a été planifiée en concertation avec WA/EVI de manière itérative tout au long du processus d'évaluation. Le contexte est dynamique et les plans de collecte de données ont été ajustés selon les besoins en fonction des évolutions en termes d'accès aux informateurs clés, de logistique et de sécurité des informateurs clés, du personnel WA/EVI et des évaluateurs.

Dans une large mesure, l'équipe d'évaluation a été dépendante de WA-EVI et de son personnel de terrain pour faciliter le processus de consultation des parties prenantes pendant les visites de terrain. Cette facilitation a inclus des présentations, la pré-information des parties prenantes sur le but de la visite de l'équipe et l'accompagnement des membres de l'équipe auprès de certains intervenants aux niveaux national, provincial, commune et/ou villageois.

L'équipe a cherché à trianguler les données entre les sources (par exemple les bénéficiaires individuels) ainsi qu'entre les types de sources (par exemple, les bénéficiaires contre les autorités locales, le personnel du programme contre les réponses du ministère de tutelle). Lorsque les données le permettaient, des schémas basés sur le genre ont été explorés et discutés avec WA-EVI. La matrice d'évaluation (annexe 2) résume les critères d'évaluation et comment ils ont été abordés.

#### 3.4.1 Examen de documents

L'équipe a examiné la documentation du projet, les accords, les examens antérieurs et les évaluations. Il a également examiné les politiques gouvernementales pertinentes et les directives des ministères de tutelle ainsi que les documents du gouvernement suédois pertinents à la tâche (principalement les stratégies régionales pertinentes). Une liste des documents examinés se trouve en annexe 4.

#### 3.4.2 Entretiens avec des informateurs clés

Les entrevues avec des informateurs clés, individuels ou en groupe, ont permis à l'équipe de recueillir des données qualitatives. Les entretiens ont été semi-structurés permettant aux évaluateurs d'explorer les thèmes émergents. Les évaluateurs ont adapté les entrevues au contexte ainsi qu'au rôle et au mandat de chaque répondant.

### 3.4.3 Échantillonnage

L'équipe a utilisé un échantillon stratifié raisonné, intégrant l'approche sensible au genre, pour s'assurer que les informateurs clés représentent à la fois les groupes de parties prenantes internes et externes au programme. Cela a impliqué de s'assurer que les informateurs clés représentaient les groupes de parties prenantes des deux sexes (par exemple, les groupes de femmes et les maçons à prédominance masculine) et que les groupes de parties prenantes mixtes (jeunes, enseignants, fonctionnaires municipaux, etc.) comprennent des informateurs clés des deux sexes. Une identification plus détaillée des répondants a été effectuée sur la base d'une cartographie des parties prenantes réalisée en concertation avec WA-EVI. Une catégorisation des parties prenantes, y compris le nombre estimé d'informateurs clés pertinents dans chaque catégorie, se trouve en annexe 5.

### 3.4.4 Analyse des données

Les données ont été rassemblées dans un format Excel basé sur la matrice d'évaluation (voir annexe 2) dans laquelle les preuves ont été regroupées autour des thèmes identifiés dans les termes de référence (pertinence, cohérence, coordination, efficacité et durabilité). L'équipe s'en est servie comme cadre d'analyse. L'analyse des effets a été complétée par une discussion sur la manière dont la pauvreté est susceptible d'avoir été affectée. Cela a été fait en utilisant la terminologie de l'analyse multidimensionnelle de la pauvreté (MDPA) de l'Asdi<sup>2</sup> c'est-à-dire discuter des effets probables en termes de ressources, de pouvoir et de voix, d'opportunités et de choix, et de sécurité humaine. La compilation de données Excel est destinée à un usage interne, permettant aux membres de l'équipe de documenter ouvertement ce qui a été observé et/ou partagé par les parties prenantes. Les sources de ces informations peuvent être identifiables et les données Excel brutes ne seront donc pas partagées en dehors de l'équipe d'évaluation.

## 3.5 LIMITATIONS

Une série de limitations risque d'avoir un impact sur le processus d'évaluation :

*Défi* : Le programme est de nature complexe et mis en œuvre dans une série de contextes locaux influencés par de multiples acteurs et processus socio-économiques. Isoler les effets du programme de l'influence de l'environnement n'a été possible qu'en termes de probabilités.

*Risque / conséquence* : les parties prenantes peuvent mélanger des activités et des effets d'autres programmes, ou des processus socio-économiques créant un biais pour ou contre le programme. L'équipe d'évaluation peut surestimer les effets du programme en raison d'un manque de connaissances ou de compréhension d'autres facteurs d'influence.

*Gestion des risques* : l'évaluation a triangulé la causalité avec l'attribution en posant des questions d'entretien pour permettre un suivi dans les deux sens lors de la

<sup>2</sup>Veuillez noter que cela n'implique pas qu'un MDPA complet a été effectué. Cela aurait exigé beaucoup plus de temps et de ressources que ce qui était disponible. Pour plus de détails sur un MDPA récent du Burkina Faso, reportez-vous à [Microsoft Word - Mise à jour MDPA Burkina Faso 211020 \(sida.se\)](https://www.sida.se/fr/microsoft-word-mise-a-jour-mdpa-burkina-faso-211020)

collecte de données (par exemple en commençant par les activités du projet et en explorant leurs effets dans un entretien, tout en commençant par les changements constatés et en explorant les liens possibles avec les activités du projet dans un autre) et a présenté les résultats sous la forme d'un récit plausible et fondé sur des preuves concernant les contributions probables du programme. Les deux consultants nationaux ont une grande expérience du type de programmation et des contextes pertinents à évaluer et ont cherché à éviter une attribution excessive et insuffisante des effets au programme.

*Défi* : Compte tenu des défis logistiques associés à la répartition géographique des sites de mise en œuvre, le temps de collecte de données a été limité. De plus, la collecte de données a eu lieu dans des contextes où les défis sécuritaires sont encore très difficiles.

*Conséquences* : l'accès aux informateurs clés a parfois été limité et certaines sources n'ont pas pu être atteintes car certaines zones ont été interdites.

*Gestion des risques* : L'équipe d'évaluation a exploré et discuté de la perte de données (causée par le manque d'opportunités de visiter une zone particulière en raison de problèmes de sécurité) par triangulation avec les perceptions des parties prenantes provinciales et nationales concernant la manière dont le contexte et la mise en œuvre du programme sont susceptibles d'avoir été différent dans la zone exclue.

*Défi* : La collecte de données dans le contexte d'insécurité dans les régions concernées implique que seuls les membres de l'équipe qui sont burkinabés ont voyagé en dehors de Ouagadougou.

*Conséquences* : L'implication directe du chef d'équipe dans la collecte des données s'est limitée au travail basé à Ouagadougou. Cette limitation n'est, en termes de qualité des données, pas grave car les interactions au niveau local sont mieux conduites par les consultants nationaux dans tous les cas.

*Gestion des risques* : le chef d'équipe s'est concentré sur la méthodologie, les contacts au niveau national et le mentorat d'équipe. Son temps a été investi dans l'alignement de la terminologie de l'équipe, le partage des données et l'interprétation conjointe. Les membres du consortium WaterAid – Eau Vive Internationale basé à Ouagadougou, et les ONG relais sur le terrain ont conseillé sur la pertinence/nécessité/sécurité de se déplacer sur les sites de mise en œuvre.

Actuellement la situation du Covid-19 est stable, et l'équipe n'a pas eu besoin de faire des ajustements liés à la pandémie.

### 3.6 ÉTHIQUE ET PARTICIPATION

Le processus d'évaluation comprenait une interaction avec les bénéficiaires finaux qui n'ont pas encore été et ne seront probablement pas à court terme directement touchés par les activités du programme. Lors de l'invitation des participants aux entretiens de

groupe, l'équipe a veillé à gérer les attentes et à informer les participants de la nature de la recherche de leur participation.

Certaines données recueillies peuvent être controversées ou sensibles. Afin de protéger l'intégrité (et la sécurité dans un contexte fragile) des informateurs clés, ceux-ci n'ont pas été identifiés dans le rapport. Une annexe catégorisant et différenciant par sexe est incluse dans le rapport tandis que la liste des informateurs a été partagée séparément et confidentiellement avec EoS .

## 4 Théorie du changement de la PHA

Le programme visait à répondre aux défis et priorités en matière d'eau et d'assainissement dans les régions du Centre-Nord, du Centre-Sud et du Nord du Burkina Faso. L'objectif général du programme était de contribuer à améliorer l'accès durable et équitable à l'eau potable et à l'assainissement pour les communautés de ces régions. Sur la base de la conception du programme, l'équipe d'évaluation a développé la théorie implicite du changement ci-dessous.

### *La théorie implicite du changement*

Bien qu'elle ne soit pas nommée en tant que telle, la TdC était implicitement claire à partir de la description du programme. Nous avons cherché à l'illustrer dans les figures des pages suivantes.

La conception du programme comprend un large éventail d'activités. Celles-ci s'appuient sur les capacités existantes, les structures de gouvernance traditionnelles et formelles et les politiques nationales. La conception implique un éventail de parties prenantes, notamment des écoles, des groupes villageois, des municipalités, des ministères de tutelle et des entrepreneurs.

L'approche met l'accent sur le renforcement des capacités à plusieurs niveaux, le changement de comportement en matière d'hygiène, les investissements dans les infrastructures d'eau et d'assainissement et cherche à transformer les déchets en ressources.

La conception tient compte des besoins différentiels (sexe, âge, capacités).

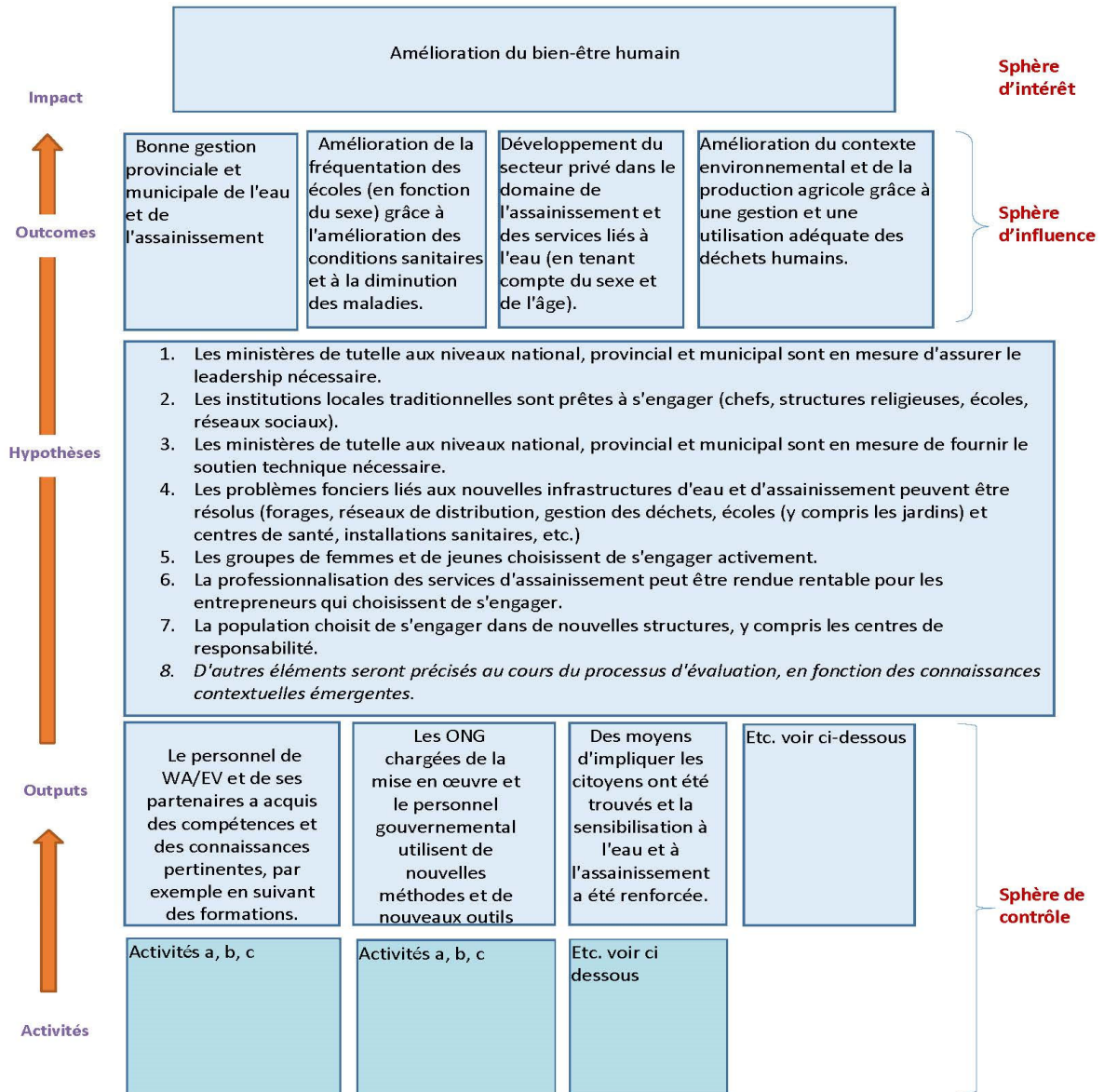
Des objectifs sont définis pour les résultats recherchés.

Au niveau des résultats, les résultats attendus sont :

- Une gestion provinciale, régionale et municipale efficace de l'eau et de l'assainissement ;
- Amélioration de la fréquentation scolaire (sensible au genre) grâce à un meilleur accès à l'eau potable, l'assainissement et moins de maladies ;
- Développement du secteur privé dans les services liés à l'assainissement et à l'eau (avec une sensibilité au genre et à l'âge) ;

Amélioration du contexte environnemental et de la production agricole par la gestion sûre et l'utilisation rationnelle des déchets humains.

Figure 1 : Illustration de la théorie implicite du changement





## 4 THEORIE DU CHANGEMENT DE LA PHA

Résultat (Output) attendu	Le personnel de WA/EV et de ses partenaires a acquis des compétences et des connaissances pertinentes, par exemple en suivant des formations.	Les ONG chargées de la mise en œuvre et le personnel gouvernemental utilisent de nouvelles méthodes et de nouveaux outils pertinents pour la gestion de l'eau et de l'assainissement.	Des moyens d'impliquer les citoyens ont été trouvés et la sensibilisation à l'eau et à l'assainissement a été renforcée.	L'accès et l'utilisation durables des services d'hygiène, d'assainissement et d'eau potable pour les populations ont été améliorés	Les communautés sont mobilisées pour leur droit aux services WASH avec un mécanisme de responsabilité fonctionnel	La défécation à l'air libre a été réduite, avec pour conséquence une diminution des risques pour l'environnement et la santé.	Les capacités des communes bénéficiaires en termes de gestion de projet dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ont été renforcées.
Activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Signer et mettre en œuvre des protocoles d'accord,</li> <li>- Concevoir et reproduire des outils de sensibilisation,</li> <li>- Mettre à jour et reproduire le matériel d'information sur la gestion hygiénique des menstruations (HMMGHM ???)</li> <li>- Former les acteurs à la mise en œuvre et au suivi des actions d'hygiène et de gestion hygiénique des menstruations ;</li> <li>- Définir le concept d'école bleue dans le contexte du Burkina Faso ;</li> <li>- Développer le contenu des formations pour les opérateurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utiliser des outils et des guides fournis</li> <li>- Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action HMM dans les écoles,</li> <li>- Adapter la définition des concepts de village propre et de village productif au contexte du Burkina Faso</li> <li>- Appuyer la transformation des associations de jeunes et de femmes en micro-entreprises de commercialisation de produits d'assainissement,</li> <li>- Former des opérateurs (maçons et gérants d'ateliers identifiés)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser des déclenchements de l'assainissement total piloté par la communauté (CLTS) dans les communautés ;</li> <li>- Passer des contrats avec des associations locales de jeunes et de femmes pour la délégation des services d'assainissement et les former ;</li> <li>- Organiser des campagnes d'information pour le changement de comportement (ICCC) ;</li> <li>- Identifier, former et équiper les troupes de théâtre locales,</li> <li>- Organiser des forums de théâtre et de débats</li> <li>- Organiser la diffusion de programmes radio</li> <li>- Créer et former des clubs DeenKan ainsi que des sous-clubs WASH et HMM,</li> <li>- Créer des boutiques d'assainissement et former leurs gérants,</li> <li>- Soutenir la transformation des artisans et des vidangeurs manuels de latrines en micro-entreprises de commercialisation de produits sanitaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir la construction/réhabilitation de latrines familiales</li> <li>- Accompagner les ménages dans la construction de fosses d'aisance,</li> <li>- Construire et réhabiliter les installations sanitaires dans les centres de santé,</li> <li>- Mettre en place le système de gestion des installations dans les centres de santé,</li> <li>- Installer des cabines de HMM dans les écoles</li> <li>- Fournir aux établissements des kits de promotion de l'hygiène (lavage des mains et HMM),</li> <li>- Réaliser/réhabiliter des forages dans les écoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser des déclenchements de l'assainissement total piloté par les leaders (LLTS) dans les communautés.</li> <li>- Promouvoir les droits d'accès à des services WASH durables et le mécanisme de responsabilité opérationnelle,</li> <li>- Soutenir la mise en œuvre de systèmes de responsabilité opérationnelle,</li> <li>- Organiser et célébrer des journées mondiales liées à l'hygiène et à l'assainissement ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les écoles à fort potentiel pour promouvoir le concept d'école bleue,</li> <li>- Plaider en faveur de l'extension du concept d'école bleue,</li> <li>- Préconiser l'extension du concept de village propre et productif ;</li> <li>- Soutenir la mise en œuvre de sites d'assainissement pour les points de vente de latrines ECOSAN,</li> <li>- Organiser des formations au profit des transformateurs sélectionnés ;</li> <li>- Assurer l'accompagnement des promoteurs dans l'identification d'un marché pour leurs produits ;</li> <li>- Favoriser l'émergence de micro-entreprises sociales viables pour la gestion et la distribution des produits d'assainissement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des services techniques municipaux pour la gestion de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement,</li> <li>- Former les élus locaux et les techniciens municipaux à la maîtrise d'ouvrage communale des services d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement et à la HRBA</li> <li>- Appuyer les initiatives de mobilisation des leaders pour la promotion de l'hygiène et de l'assainissement (SaniThons),</li> <li>- Appuyer l'opérationnalisation de l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage Communale (AMOC),</li> <li>- Signer et mettre en œuvre des protocoles d'accord avec les communes bénéficiaires</li> </ul>

### Hypothèses sous-jacentes

Une théorie de changement est une analyse stratégique et un outil de programmation conçu pour soutenir une approche axée sur les résultats. La TdC décrit les voies de changement logiques qui sont intégrées dans la programmation. L'équipe d'évaluation s'est concentrée sur les hypothèses sous-jacentes dans la théorie du changement implicite et a recherché des preuves de la validité de ces hypothèses, c'est-à-dire étayées par la logique du programme. Les hypothèses initiales identifiées comprennent :

1. Les ministères de tutelle aux niveaux national, régional, provincial et municipal sont en mesure de fournir le leadership nécessaire
2. Les institutions locales traditionnelles sont prêtes à s'engager (chefs, structure religieuse, réseaux sociaux).
3. Les ministères de tutelle aux niveaux national, régional, provincial et municipal sont en mesure de fournir le soutien technique nécessaire.
4. Les problèmes fonciers liés aux nouvelles infrastructures d'eau et d'assainissement peuvent être résolus (forages, réseaux de distribution, gestion des déchets, installations sanitaires des écoles et des centres de santé, etc.)
5. Les groupes de femmes et de jeunes choisissent de s'engager activement.
6. La professionnalisation des services d'assainissement peut être rentabilisée pour les entrepreneurs qui choisissent de s'engager.
7. La population choisit de s'engager dans de nouvelles structures, dont les centres de responsabilisation.

# 5 Résultats

## 5.1 L'APPROCHE

Il est fait référence à plusieurs reprises dans ce rapport à « l'approche WA/EVI ». Les informateurs clés déclarent qu'aucun autre projet dans les 3 régions n'adopte l'approche de WA et EVI en matière de PHA. Lorsqu'on leur a demandé en quoi cela était différent, ils l'ont décrit comme innovant, inclusif, participatif et autonomisant, faisant souvent référence non seulement aux bénéficiaires mais aussi aux institutions, allant des associations villageoises aux municipalités en passant par les autorités provinciales, régionales et nationales.

Plusieurs autres projets sont décrits comme cherchant à travailler directement avec les communautés de base sans passer par les services techniques déconcentrés (STD) et les autorités municipales. Les résultats sont décrits comme mitigés et à peine visibles sur le terrain. Il leur manque l'intégration aux structures existantes qui caractérise l'intervention de WA et EVI depuis le siège du projet jusqu'aux populations des villages. Grâce à une telle intégration, les parties prenantes trouvent qu'il est facile de procéder à la compilation et à la rétroaction des données et des informations nécessaires à l'appui de l'élaboration de politiques et de critères de référence.

WA et EVI sont bien engagées dans l'ATPC ; en effet, on note dans la littérature que la Stratégie de mise en œuvre de l'ATPC au Burkina Faso, avait été mise à jour par WaterAid déjà en juin 2011, et le Guide d'orientation pour la mise en œuvre de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) au Burkina Faso, mis en place par le gouvernement en 2014 avec la contribution technique de WaterAid ; en outre, et pour la première fois, dans le cadre de ce projet, ils l'ont mise en œuvre de bout en bout, c'est-à-dire jusqu'à la certification fin de défécation à l'air libre (FDAL) sous la responsabilité des autorités de l'eau et de l'assainissement ; de plus, la subvention basée sur le niveau de pauvreté des bénéficiaires était également un plus.

Aussi, de l'avis des services techniques décentralisés et des élus municipaux, ce projet les impliquait en tant qu'acteurs et non en tant qu'observateurs. La responsabilisation des communes en matière de maîtrise d'ouvrage communale, afin qu'elles puissent participer au projet au mieux de leurs capacités, et pour l'avenir n'est pas habituelle avec d'autres organisations.

Une des nouveautés relevées par les interviewés est que ce sont les propres fils et filles des villages (à savoir les associations de femmes et de jeunes) qui ont commencé à sensibiliser les populations à la place des animateurs venus d'ailleurs comme d'habitude. Les hommes ont été décrits comme plus dynamiques que les femmes lors des séances de sensibilisation. La nouveauté du projet réside donc dans le fait qu'il a choisi deux associations de terrain (une association de jeunes et une association de

femmes) pour leur confier les activités du projet. Idéalement, ces associations peuvent constituer une association professionnelle dans le domaine de l'eau et de l'assainissement pour favoriser l'auto-construction au niveau du village. Dans le Centre-Sud, des CAV/Q (comité d'assainissement du village / quartier) rencontrés ont piloté le processus de certification FDAL jusqu'à son aboutissement. Les ASBC dans les villages sensibilisent et suivent les réalisations du projet dans les ménages. Chaque village est également pourvu de 2 maçons.

Les écoles bleues (le WASH y compris GHM, le reboisement, les jardins scolaires), les villages propres et productifs (les villages certifiés FDAL, les champs écoles, l'assainissement productif, la recherche scientifique sur l'assainissement productif), etc. sont des innovations reconnues propres au projet.

## 5.2 PERTINENCE

L'examen des documents montre que le programme est conforme à la stratégie de coopération 2018-2022 de l'Asdi pour le développement du Burkina Faso <sup>3</sup> axe 1, en particulier les ambitions de démocratie et d'égalité des sexes, et axe 2, en particulier les ambitions du secteur de l'environnement et de l'eau et l'assainissement.

Les entretiens avec les informateurs clés ont confirmé, tant en termes de conception que de mise en œuvre, l'alignement perçu du document de projet sur les priorités nationales, régionales et internationales dans le secteur WASH ainsi que sur les stratégies et plans nationaux liés à WASH. Il a été noté que :

- Les politiques et plans nationaux et sectoriels (PNDES <sup>4</sup>, PN-AEUE <sup>5</sup>, PN-AEPA <sup>6</sup>notamment) ont été pris en compte ;
- Le projet a été défini conformément aux orientations de ces cadres nationaux de développement, et
- Le projet a été défini en référence aux engagements internationaux tels que les ODD.

L'équipe d'évaluation note que l'objectif général du projet est de contribuer à la réalisation des objectifs du PN-AEUE et à la mise en œuvre des plans communaux de développement de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (PCD-AEPA). Cela a naturellement conduit au choix de technologies et d'approches éprouvées, accessibles et recommandées au Burkina Faso (Assainissement total piloté par la communauté [ATPC], latrines Sanplat, forages, dispositifs de lavage des mains, cabines de GHM, etc.).

<sup>3</sup> [Stratégie de coopération au développement de la Suède avec le Burkina Faso 2018-2022 - Government.se](#)

<sup>4</sup> Réf Cf Axe stratégique 2 du PNDES 2016 2020 « Développer le capital humain » et [Burkina Faso : le référentiel national de développement 2021-2025 adopté en Conseil de ministre — Reine MAFA](#)

<sup>5</sup> [Assainissement des Eaux Usées et excréta - Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement \(2022\)](#)

<sup>6</sup> [PN AEP 2016-2030 V2 \(pseau.org\)](#)

Le projet est décrit par les KII comme pertinent aux niveaux de capacité des structures existantes (Village, Commune, Région, National) et aux besoins de la population.

Le projet est également aligné sur la stratégie et les domaines d'intervention de WaterAid et Eau-Vive respectivement.

L'avis des bénéficiaires et usagers contactés est très positif voire élogieux.

Résumé : L'intervention est-elle pertinente ? Les objectifs et la conception de l'intervention ont répondu aux besoins des bénéficiaires, aux besoins mondiaux, nationaux, ainsi qu'aux politiques et priorités des partenaires/institutions. La gestion du programme a été adaptative face aux changements de circonstances. Il existe des preuves que les enseignements tirés de ce qui fonctionne bien et moins bien ont été utilisés pour améliorer et ajuster la mise en œuvre de l'intervention. La pertinence est élevée.

### 5.3 COHÉRENCE ET COORDINATION

La nature participative du processus a été notée tant dans la conception que dans la mise en œuvre ; la contribution des acteurs institutionnels pertinents dans leur créneau et leur mandat, avec la facilitation de l'implication et de la responsabilisation des autorités municipales dans le cadre de la mise en œuvre du projet ; Le recrutement et/ou la contribution à la gestion des Techniciens municipaux eau et assainissement (TCEA) ont été considérés comme un aspect important du renforcement des capacités de la Commune et d'une utilisation optimale des ressources ; délégation des services WASH, à travers des contrats avec les associations locales de femmes et de jeunes et leur renforcement des capacités, tout cela contribue à renforcer les ressources humaines et institutionnelles dans leur propre environnement et dans les communes bénéficiaires dans la fourniture des services d'eau et d'assainissement.

Le système de gouvernance et de suivi-évaluation a bien fonctionné, permettant une grande flexibilité et une adaptation aux changements de contextes, suite aux décisions des différents Comités de suivi du projet. Le dispositif est constitué d'instances de pilotage du projet au niveau national et au niveau communal. Le comité technique de suivi du projet présidé par le directeur général de l'assainissement a tenu ses réunions annuelles pour recevoir les rapports d'activités et donner les orientations nécessaires. De même, au niveau local, le comité de suivi des activités communales a été créé par arrêté communal et a fonctionné. Ces instances ont démontré l'existence d'un système de suivi des évaluations assez efficace.

Le renforcement des capacités des acteurs locaux dans le domaine de l'AEPA s'inscrivait dans le cadre du transfert des compétences dans ce domaine suite à la loi sur la décentralisation. La cohérence entre les politiques et les besoins des bénéficiaires et la conception du projet a été établie.

La cohérence entre les politiques et les besoins des bénéficiaires d'une part, et la conception du projet d'autre part, est établie et des mécanismes ont été mis en place pour permettre aux bénéficiaires d'influencer la mise en œuvre, par exemple en participant à la définition de la vulnérabilité dans leur contexte.

En ce qui concerne l'organisation et la mise en œuvre, nous pouvons signaler que :

Il y a eu une très bonne collaboration avec les services techniques déconcentrés (STD) qui participent efficacement à travers l'encadrement technique et jouent leurs rôles régaliens, y compris dans les organes d'orientation et de gestion du projet. A titre d'exemple, KII a souligné que pour les latrines familiales, le type et le modèle (latrines Sanplat améliorées) sont adaptés au contexte des sites de mise en œuvre. Cependant, lorsque les sites étaient caractérisés par des conditions de sol sablonneux dans la région du Centre-Sud, c'est sur la recommandation et les conseils techniques de la DREA que les fosses ont été maçonnées.

De plus, la responsabilité prise par les Directions Régionales et Provinciales dans les processus de déclaration et de certification du statut FDAL (Fin de Défécation à l'Air Libre) pour les villages démontre le rôle essentiel qu'elles ont joué.

Le Comité Communal de Suivi est mis en place par arrêté du maire de la commune, avec pour mission de veiller à ce que les actions du projet soient mises en œuvre de manière cohérente, conformément à la législation en vigueur et aux documents d'orientation en matière de décentralisation et d'assainissement, du Plan Communal de Développement (PCD) et l'esprit du document de projet ; qui a montré le plein engagement des autorités locales.

Les protocoles signés avec les ONG partenaires ont été perçus par les concernés comme un bon cadre de collaboration et de renforcement de leurs capacités en termes de gestion et de leur rôle au sein de la structure de gouvernance.

Des acteurs importants tels que l'UNICEF et OCADES CARITAS sont également impliqués dans la promotion de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) dans le secteur WASH, ce qui confirme la pertinence du Projet.

Dans la région du Centre-Sud, l'ONG Plan International Burkina Faso est intervenue sur l'ATPC mais à travers une autre approche qui consistait à recruter un prestataires de services pour travailler directement avec les communautés. En conséquence, les associations locales n'y auraient pas été formées et mises à contribution. L'approche de



WA est très bonne car même après le projet, les associations locales de jeunes et de femmes pourront continuer le travail.

Résumé : Le programme a été cohérent avec les interventions d'autres acteurs. Les innovations ont un potentiel de diffusion et de mise à l'échelle. WaterAid est reconnu pour son rôle de leadership au niveau national et Eau Vive au niveau régional dans le secteur, investissant systématiquement dans le développement et la coordination globaux du secteur. Toutes les activités évaluées ont été mises en œuvre en étroite collaboration avec les structures étatiques concernées. La communication avec les bénéficiaires finaux différait parfois d'un site à l'autre.

Évaluation globale : Cohérente et bien coordonnée.

## 5.4 EFFICACITÉ

L'analyse du cadre de mesure de la performance de juin 2023 <sup>7</sup>indique que sur 150 activités réalisées pendant la durée du projet, seulement 39 ont été réalisées avec un taux inférieur à 100%, soit 74,5% des activités ont été réalisées à 100% ou plus. Aussi, en faisant la moyenne arithmétique des différents taux de réalisation des activités, on trouve environ un taux moyen de réalisation de 104%

Pour les plans de réponse COVID et PDI, les ambitions quantitatives pour les activités ont été atteintes à 100 % et plus avec une réalisation moyenne de 110 % et 150 % respectivement. Par exemple, construction de latrines-douches semi-durables au profit des PDI ; 190% de la cible atteinte (cadre de mesure des performances juin 2023) ; formation en hygiène, prévention et contrôle des infections, autoproduction de produits d'hygiène, etc. 270% atteint (cadre de mesure du rendement juin 2023)

### 5.4.1 Efficacité des actions sur le terrain

Dans les trois régions, les acteurs/bénéficiaires au niveau central ont unanimement reconnu qu'il y a eu un renforcement des capacités et un transfert de compétences et de connaissances vers les STD, et des services communaux vers les populations à la base (populations, élèves, parents d'élèves, Association des jeunes et des femmes, Agents de santé à base communautaires (ASBC), Techniciens communaux eau et assainissement (TCA), etc. en termes de PHA). Données confirmées par le cadre de suivi des performances (juin 2023), où les sessions de formation des acteurs organisées sur les PHA et la GHM ont été réalisées à 140%.

Selon les interviewés, pour l'ATPC, et ce dans toutes les communes, les séances de sensibilisation ont suscité l'enthousiasme des populations qui ont réalisé des fosses au point où beaucoup sont encore (à quelques mois de la fin du projet) en attente de soutien pour la construction de leurs latrines. Cependant, les ONG de mise en œuvre souhaitent que le renforcement des capacités institutionnelles soit le meilleur relais pour la poursuite des actions.

<sup>7</sup>Le document non publié utilisé comme source du rapport final n'était pas disponible au moment de la rédaction du rapport.

L'efficacité du projet peut être également appréciée positivement sur le terrain par le fait que ses objectifs en termes de changement de comportement des populations en matière d'hygiène et d'assainissement sont perçus au niveau de ces dernières. Cela se traduit par le taux élevé du nombre d'utilisateurs des ouvrages d'assainissement (augmentation de 150%). Par exemple, dans le Nord, les élèves de l'école Sinoughin seraient devenus plus hygiéniques grâce au projet. A Kirsi, la commune a mis en place un cadre de concertation pour continuer la sensibilisation et les actions même après la fin du projet.

Selon la direction régionale de l'eau et de l'assainissement, WaterAid a été reconnue comme la seule organisation qui a réussi à faire certifier des villages FDAL : 22 dans la région du Centre-Sud.

Les informateurs clés l'attestent et la documentation du programme confirme que, dans l'ensemble, le système de gouvernance et de suivi-évaluation a bien fonctionné. Il a fourni des informations utiles qui ont été utilisées pour évaluer les progrès vers les résultats et ont contribué à l'apprentissage. Les preuves de flexibilité dans la gestion comprennent de multiples exemples d'adaptations selon le contexte. La gestion du programme et l'interaction étroite avec les structures étatiques existantes et émergentes ont contribué à une bonne capacité d'adaptation aux principaux défis auxquels le pays est confronté (Covid19 et insécurité).

### **Faiblesses relevées**

Lors des sessions de démarrage dans les régions du Nord et du Centre-Sud, l'information n'était pas assez claire que l'existence d'un appui financier pour la construction de latrines ne s'appliquait qu'aux personnes vulnérables. En conséquence, même les ménages à revenu moyen et élevé ont creusé des fosses et ont attendu le soutien financier du projet. Cette situation n'a pas permis de satisfaire toutes les demandes de subvention dans la région du Nord. Dans le Centre-Nord, ce problème n'a pas été rencontré car le message était plus clair : la priorité devait être donnée aux ménages vulnérables. Selon les ONG partenaires, les critères de vulnérabilité ont été élaborés en concertation avec la population.

En outre, l'équipe d'évaluation note même si toutes les régions ont bénéficié de la formation des enseignants à la confection de serviettes hygiéniques, des personnes rencontrées au Centre-Nord et au Centre-Sud ont évoqué le fait que la formation ne leur a pas été encore dispensée. De plus, la production de serviettes hygiéniques était limitée par le manque de disponibilité de la matière première, due à l'absence d'un magasin d'hygiène. Les populations de la région Nord ont fait remarquer qu'il existe une telle boutique dans le Centre Sud à Bindé. Les AME ont noté que, si le matériel existait sur place, la fabrication et la vente de serviettes hygiéniques pourraient être une activité génératrice de revenus pour elles. Toutes les femmes du village seraient des clientes potentielles.

La discussion avec les directeurs des écoles Kirsi A et B nous a fait constater que concernant la GHM, la cabine de Kirsi B ne respecte pas les normes car la construction



n'a pas été bien faite. Il y a des riverains (passants) qui l'utilisent faute de clôture de l'école et parfois laissent les déchets au sol. La cabine qui existe actuellement n'est non seulement pas GHM, elle n'est également ni compartimentée ni sensible au genre. Ainsi, les garçons continuent d'aller en brousse pour leurs besoins. A Kirsir B, seul le jardinage hors sol fonctionne pour le moment bien que le débit du forage soit très fort, à cause du sol inapproprié. En conséquence, Kirsir B n'a pas été classée parmi les écoles bleues<sup>8</sup> lors de l'évaluation.



*Site de PDI à Kaya : une pression sur le forage face à l'acuité des besoins.*

Un autre point de faiblesse relevé sur le terrain est que certains techniciens communaux d'assainissement ainsi que les associations de jeunes et de femmes ont envisagé à un moment donné abandonner les activités sur le terrain en raison d'une part, des bas salaires qu'ils estiment faibles, bien que supposément conformes à la grille des agents publics des collectivités territoriales appliquée par les communes, et de la faible dotation en logistique pour les déplacements sur le terrain de l'autre (2 animateurs pour une seule moto par association locale et un vélo par ASBC dans chaque commune. Par exemple la commune de Korsimoro a 57 villages à couvrir).

Certaines zones de programme prévues (par exemple dans la Région du Nord : Koura, Soumnyalka peulh, Zomkalga Mossi, Zomkalga Marencé) ont été exclues en raison de la situation sécuritaire.

### Résultats attendus

Dans l'ensemble, la documentation du programme montre que 75 % des résultats ont été atteints à 100 % et plus. 8% des résultats ont été atteints entre 80% et 100%, ; on peut noter que moins de 17% des activités ont été réalisés à moins de 80%<sup>9</sup>.

<sup>8</sup>Une «école bleue» est une école disposant d'un système d'approvisionnement en eau potable fonctionnel et entretenu, de matériels et équipements d'hygiène et d'assainissement adéquats et durables y compris la GHM, d'un espace de mise en relation entre l'environnement et la gestion efficiente de l'eau.

<sup>9</sup> Simulations faites à partir des données du cadre de mesure des performances juin 2023

Pour les activités axées sur Covid et les PDI, ajoutées face au changement contextuel, la mise en œuvre a dépassé les ambitions budgétées.<sup>10</sup>

*Résultat 1 : Assurer un accès durable aux services d'hygiène, d'assainissement et d'eau potable aux populations des Régions du Nord, du Centre-Nord et du Centre-Sud ;*

Il existe un consensus parmi les informateurs clés confirmé par la documentation du programme qui indique que des améliorations claires conformes aux objectifs du projet ont été apportées. Cependant, les besoins sont encore nombreux, la plupart en raison du contexte ; et le programme n'a pas été conçu pour atteindre tous les villages dans les zones du projet au cours de la période du programme.

*Résultat 2 : Promouvoir la réutilisation des sous-produits de l'assainissement au niveau scolaire et communautaire ;*

L'analyse documentaire, les entretiens et l'observation sur le terrain montrent des exemples d'écoles bleues testant la fertilisation du sol dans les jardins scolaires ainsi que les champs écoles avec les sous-produits issus des déchets ménagers, pas encore ceux provenant des excréta. Il faut noter que les conditions locales influencent le niveau de réalisation des résultats, l'accès à l'eau et l'engagement des comités locaux étant cités comme cruciaux pour enregistrer des progrès.

Au niveau communautaire, des résultats encourageants montrent une implication réussie des structures locales préexistantes. Ils sont particulièrement encourageants dans le cadre des Villages Propres et Productifs (VPP) bien que ceux-ci n'aient pas pu se généraliser. De l'avis des habitants du VPP Dapelogo, les villages voisins seraient intéressés et commenceraient à appliquer les pratiques devant les transformer en VPP.

L'institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA) de Kamboinsé, en collaboration avec l'Institut suédois de l'environnement (SEI) n'a commencé ses activités dans le cadre du projet qu'en mars 2023. Ce qui fait que les résultats ne sont pas encore disponibles ni publiés. Les travaux portent sur l'élaboration de lignes directrices pour la transformation des déchets en compost à usage agricole.

*Résultat 3 : Favoriser le développement de prestataires de services locaux pour la gestion des eaux usées et des excréta ;*

Le but était de toucher une série de parties prenantes, notamment des agriculteurs, des associations de femmes, des techniciens d'assainissement communaux, des entrepreneurs/fournisseurs qui améliorent les systèmes d'approvisionnement locaux en matériels et matériaux liés à l'assainissement, les artisans maçons, les vidangeurs manuels, etc. Il existe un consensus sur le fait qu'un développement significatif du système dans son ensemble a eu lieu. Les boutiques d'assainissement sont décrites comme fonctionnant généralement bien, fournissant des intrants et des conseils pour la

<sup>10</sup>Basé sur les données du cadre de suivi des performances ( juin 2023). Sur 150 activités réalisées seules 39 ont été réalisées avec un taux inférieur à 100%, d'où une réalisation de 74,5% des activités à réaliser à 100% et plus. Aussi, en faisant la moyenne arithmétique des différents taux de réalisation des activités, on trouve environ un taux moyen de réalisation de 104%

construction de latrines et collaborant avec les autorités municipales, les maçons et les acteurs du village pour fournir des latrines subventionnées aux personnes vulnérables qui n'ont pas pu construire les leurs. Le marché prévu pour la vidange des latrines ne s'est pas encore développé car les latrines ne sont pas pleines ; c'est ce qui ressort des échanges avec les vidangeurs manuel rencontrés respectivement à Bindé dans le centre-Sud et à Korsimoro dans le Centre-Nord. Les emplois de « vidangeurs manuels » ne se sont donc pas matérialisés dans la mesure attendue.

On espérait que ces emplois permettraient le compostage pour la vente des excréta hygiénisés. Les informateurs clés (et l'équipe d'évaluation) considèrent la commercialisation du compostage comme peu probable dans les zones rurales, car les agriculteurs veulent conserver cette ressource pour leurs propres terres.

*Résultat 4 : Améliorer la gouvernance locale sur l'eau potable et la gestion des eaux usées et des excréta.*

La sensibilisation et la formation technique ressortent clairement des entretiens comme des activités devant améliorer la gouvernance au niveau des villages et des municipalités. Le fait que la prise en charge des techniciens d'assainissement communaux ait été acceptée dans les budgets municipaux, bien que les subventions aient été progressivement supprimées, est identifié comme un élément positif de gouvernance.

Alors que des forages prévus sont mis en place pour l'eau potable, le niveau d'atteinte de certaines améliorations prévues est discutable (par exemple, le manque d'espace alloué pour le traitement des extrants de latrines, et les structures de responsabilité, pas encore entièrement développées) Celles-ci ont été planifiées mais n'ont pas fonctionné dans la pratique, en partie à cause de la situation politico-sécuritaire.

#### **Activités ne figurant pas dans la conception originale du programme (Réponse Covid et PDI)**

Comme noté plus haut comme acquis pour les plans de réponse COVID et PDI, toutes les activités ont été réalisées à 100% et plus avec une réalisation moyenne de 110% et 149% respectivement. Par exemple, la construction de latrines-douches semi-durables au profit des déplacés, réalisée à 190% en termes de bénéficiaires. Les formations en hygiène, prévention et contrôle des infections, autoproduction de produits d'hygiène, etc. rapportent 270% atteints (cadre de mesure de la performance juin 2023).

Résumé : Le programme a atteint la plupart des résultats prévus. Il y a consensus parmi les informateurs clés que le programme a été plus efficace que les interventions comparables dans d'autres provinces touchées. L'efficacité de la mise en œuvre est attribuée à une approche holistique et participative en étroite collaboration avec les structures villageoises, municipales et étatiques.

Le programme s'est avéré flexible et adaptable face aux changements contextuels, y compris la réponse au Covid et la prise en compte des besoins WASH des personnes déplacées internes.

Évaluation globale : Étant donné le contexte, très efficace.

### 5.4.2 Genre et inclusivité

En ce qui concerne l'approche d'évaluation sensible au genre adoptée dans le cadre de cette évaluation, c'est-à-dire la manière dont le genre a été pris en compte dans la justification, la conception et la mise en œuvre du projet, cette section évalue comment les activités du projet ont affecté les bénéficiaires par sexe. Les méthodes et techniques analytiques du document guide de l'UNGED (2014) ont été utilisées ici.

L'analyse des entretiens et des observations faites sur le terrain dans les trois régions montre que le projet a adopté une approche sexospécifique basée, entre autres, sur les priorités et les besoins des hommes et des femmes. On sait, par exemple, que dans la société burkinabé, l'hygiène et l'assainissement relèvent avant tout de la responsabilité des femmes. En conséquence, une série d'activités du projet ont été spécifiquement adaptées à différents groupes cibles ; les femmes (associations féminines des communes, AME, enseignantes), les enseignants, les associations de jeunes, les élèves filles, les élèves garçons, les APE, etc. Un exemple était la différenciation du contenu sur l'ATPC et la GHM selon les groupes ciblés.

Basé sur l'inclusivité et en même temps multi-acteurs, car toutes les composantes de la société sont prises en compte (membres d'associations, éducateurs, élèves filles et garçons, dirigeants, chefs de services techniques, agents communaux, techniques décentralisées TCEA et ASBC etc.), l'approche basée sur les droits humains a été mise en œuvre à travers l'activité « Informer et sensibiliser les populations sur leurs droits et obligations ». Menée à des taux très élevés dans les 25 communes (voir cadre de suivi de performance du projet juin 2023) à travers des campagnes et conférences éducatives, cette activité atteste que le projet a porté sur les droits humains, les ressources eau, l'hygiène et la santé étant au cœur des éléments visant à rétablir la dignité humaine.

Cette prise de conscience a permis de former et de mettre en place des centres de responsabilisation ainsi que des Cadres de Concertation Eau et Assainissement (CCEau) dans les 3 régions même si (selon les personnes interrogées), ces instances fonctionnent actuellement difficilement en raison de la situation sécuritaire.



Les analyses indiquent que dans presque toutes les écoles bleues visitées, les cabines GHM ont été construites en tenant compte de la spécificité de genre. Les cabines des filles sont équipées de KITS GHM et d'équipements permettant aux filles de se changer en cas de règles. Au niveau des garçons, dans la région du Nord par exemple, le projet a eu un impact positif sur les écoles en matière d'hygiène et d'assainissement et de



*Figure 2 : latrines améliorées, séparées par sexe, avec une salle de gestion de l'hygiène menstruelle séparée, y compris une installation de lavage dans un village : Ecole bleue de Soundougou.*

GHM. En effet, au lieu d'en faire un sujet de moquerie, aujourd'hui, les jeunes garçons arrivent à dire aux jeunes filles « attention, ton pagne est taché ». Aussi, selon nos interlocuteurs, la région Nord n'a pas connu de grossesse scolaire depuis 2020 et ce grâce à l'action du projet dans les différentes communes. La sensibilisation autour de l'hygiène et de l'assainissement et de la GHM a impliqué les enseignants, les filles et les garçons, les AME et les APE. Les enseignants ont été formés à la fabrication de serviettes hygiéniques. Dans certaines écoles, les enseignants masculins étaient plus engagés que les enseignantes.

Selon le document cadre de suivi des performances du projet (juin 2023), sur 1 900 ménages dirigés par des femmes, 29% bénéficiaient de latrines et, à la fin de la date du projet, le dénombrement était toujours en cours. Il est donc difficile d'évaluer ce taux à ce stade. De plus, la stratification socio-économique au sein du groupe défavorisé (femmes exclues vivant seules, handicapées physiques ou visuelles, marginalisées et traitées comme des sorcières, etc.) n'a pas pu être établie. 94% du nombre de ménages ayant à leur tête une personne vivant avec un handicap ont bénéficié de latrines, ce qui est un taux très appréciable. 35 cabines GHM sont construites sur une prévision de 30. Ce sont 6 257 filles et enseignantes qui utilisent les ouvrages d'assainissement construits/réhabilités sur un objectif de 4 150 soit une réalisation de 150%. Aussi, 88%

des écolières utilisent les cabines GHM. 100% des écoles bleues disposent de kits de protection d'urgence. Ce résultat triangulé avec les informations de terrain nous amène à dire qu'il est probable que la pérennité soit assurée car ces cabines sont approvisionnées par l'AME/APE, qui sont des organes pertinents dans les écoles, même si parfois il pourrait y avoir quelques difficultés financières compte tenu de l'indice de pauvreté monétaire en milieu rural du Burkina Faso avec 36,2% de la population pauvre (INSD 2021-2022).

Sur 10 de prévus, aucun ménage dirigé par une femme n'a bénéficié de latrines ECOSAN. Selon le projet, cela pourrait s'expliquer par les "conditions d'octroi de la subvention (contribution du ménage) et d'utilisation de la latrine (tarif et temps de remplissage de la fosse) qui ne permettaient pas de favoriser les ménages vulnérables. En revanche, ces ménages ont bénéficié de latrines sanplat". Dans le même ordre d'idées, sur 40 personnes vulnérables prévues pour bénéficier de latrines ECOSAN, seules 6 en ont eu une. Ce faible taux reflète cependant les efforts d'inclusion et de prise en compte des personnes vulnérables. Sur 10 femmes opératrices de services formées (maçons et videurs) prévues, aucune n'a été obtenue et cela s'explique (selon le cadre de suivi des performances de juin 2023) par le manque d'intérêt des femmes pour cette activité. 2 associations de jeunes sur 5 et 4 associations féminines sur 4 se sont transformées en micro-entreprises de commercialisation de l'assainissement, ce qui traduit une forte prise en compte de la dimension genre, par contre les indicateurs attachés à l'activité « Créer des boutiques d'assainissement et former leurs responsables » n'étaient pas sexospécifiques. On s'attendrait à un indicateur formulé comme suit : « Nombre de femmes/jeunes responsables de magasins d'assainissement formés et équipés ». Enfin, les indicateurs relatifs aux activités liées aux plans de réponse WASH pour les déplacés internes et au plan de réponse COVID 19 n'ont pas été désagrégés par sexe sauf pour l'activité « Construction de blocs de latrines dans les écoles et les sites de déplacés ».

La construction des cabines GHM, qui est une mesure positive en faveur des élèves filles afin d'atteindre l'équité entre les sexes dans la scolarisation, a mis un terme presque partout dans les 3 régions au décrochage scolaire des filles qui, désormais, gèrent leurs règles bien, même à l'école. Les filles savent désormais comment prendre soin d'elles pendant leurs menstruations. La formation à la fabrication et à l'utilisation des kit GHM a été bien assimilée par les enseignants qui, à leur tour, ont transmis ce savoir à l'AME/APE ainsi qu'aux élèves filles et garçons. Dans la province du Yatenga, environ 1000 filles (cibles directes et indirectes du projet) ont été sensibilisées sur la GHM. Des groupes d'animation pédagogique sur la gestion des menstruations ont été mis en place, ce qui signifie que, dans les familles, parler des menstruations n'est plus considéré comme tabou, selon les personnes interrogées.

## 5.5 EFFICIENCE

Les termes de référence ne demandent pas d'évaluation de l'efficacité. Néanmoins, certains commentaires sont possibles sans collecte de données supplémentaires.

L'organisation globale du projet semble avoir contribué au succès de ses activités. Selon le Cadre de suivi de la performance du projet au 30 juin 2023, et confirmé par des observations sur le terrain et des entretiens avec des interlocuteurs, le niveau d'exécution des activités a été très bon.

La stratégie de gestion du projet, essentiellement participative et orientée vers une répartition des tâches en fonction de la capacité des acteurs impliqués à les réaliser, a permis une bonne gestion des activités et une nette valorisation des savoir-faire locaux, après avoir été renforcés de manière satisfaisante.

Niveau d'activités : Les ressources humaines disponibles ont été utilisées à bon escient, compte tenu des approches adoptées. Les données indiquent une productivité élevée de l'approche utilisée par rapport aux autres acteurs WASH dans le pays.

Niveau des structures : bonne cohérence et collaboration entre les partenaires de mise en œuvre structures étatiques et municipalités.

Niveau d'effet : les communautés utilisent leurs propres ressources pour les activités et de nombreux villages non couverts par le projet ont néanmoins choisi de s'engager.

## 5.6 DURABILITÉ

Un aspect clé de la conception du programme est de subventionner l'introduction de techniciens communaux eau et assainissement. Le retrait progressif de la subvention s'est révélé acceptable et le rôle des techniciens est cité comme établi et accepté, une évolution confirmée par les municipalités inscrivant le coût salarial dans leur budget annuel.

Au niveau des villages, selon les interviewés et suite aux observations, on peut dire que la pérennité est probable à court et moyen terme dans les villages visités, vu l'engouement autour de la question de la GHM dans les écoles bleues surtout manifesté par les écoles et les populations.

La durabilité du projet au niveau des acteurs et des populations devrait être élevée selon les ONG partenaires d'exécution dans les trois régions. Ils attribuent cela à la priorité donnée au renforcement des capacités et au transfert de compétences tout au long de la mise en œuvre du programme.

La durabilité est également soutenue par les activités entreprises dans les villages voisins de ceux couverts par le projet. L'ATPC a été populaire comme l'indique le fait que lorsque les latrines n'ont pas été construites par le projet, les gens ont parfois accepté de le faire sans soutien. Des initiatives indépendantes ont également été prises par des institutions, par exemple des écoles non bénéficiaires ont visité des écoles bénéficiaires pour être formées en GHM (exemple des écoles Bokin et Guipkodgo au Yatenga).

Tous les partenaires de mise en œuvre ont souligné le rôle joué par les acteurs locaux dans la durabilité. Ils mettent en avant les associations de jeunes et de femmes, et les

ASBC. Cependant, ils notent également que faire du bénévolat pendant longtemps pour ces relais importants qui manquent parfois de soutien est utopique et, en l'absence de fonds pour le renforcement des capacités internes de son personnel nouvellement recruté, certains partenaires de mise en œuvre tels que AMUS sont pessimistes quant à la durabilité.

Les parties prenantes sont conscientes que le soutien du projet touche à sa fin. Néanmoins, certaines associations de jeunes et de femmes entendent poursuivre la sensibilisation dans les villages restants grâce à leur propre épargne. Ils disent qu'avec la dynamique actuelle il est hors de question d'abandonner les sensibilisations simplement parce que le projet est terminé. Ils estiment que, grâce au projet, les associations se sont imposées comme des acteurs incontournables en matière d'hygiène et d'assainissement dans la région. Une des innovations est d'accompagner les associations de communes qui ont réussi à faire un village FDAL pour mettre en place des AGR qui leur permettront de rester FDAL.

Les interviewés reconnaissent que le mouvement du personnel est une réalité. En raison d'un manque de fonds pour le renforcement des capacités internes du personnel nouvellement recruté dans les associations partenaires de mise en œuvre, ils craignent que les compétences acquises dans le cadre du projet ne s'évaporent. Certains espèrent que l'élaboration de guides et de fiches techniques pour les écoles assurent la durabilité des actions. L'implication du service de vulgarisation de l'INERA est également citée comme apportant une certaine stabilité aux activités.

La prise de conscience des populations qu'elles ont besoin de déchets pour fertiliser les champs les amène systématiquement à adopter des comportements qui à terme rendent leur village FDAL. Cela implique également que la commercialisation des produits de vidange des latrines sur la base d'une chaîne de valeur supposée où le travailleur peut composter et vendre les boues vidangées est risquée - car les agriculteurs veulent les conserver pour leur propre production.

En ce qui concerne la GHM, il n'est pas certain que les AME continuent d'assurer l'approvisionnement des écoles bleues en kits compte tenu du faible niveau de revenus des populations rurales. Les jardins scolaires ne produisent pas non plus en permanence, ce qui rend risqué l'intention de les utiliser comme source de revenus pour approvisionner les cabines en savon et serviettes.

Au niveau des deux écoles bleues visitées dans le Centre Nord et le Centre Sud les jardins scolaires n'étaient pas en plein régime d'exploitation ; la fin de la saison sèche coïncidant avec la période des examens et les vacances scolaires, les activités étaient un peu au ralenti.

Selon certaines personnes rencontrées, la matière première disponible dans leur environnement pour une large confection des serviettes hygiéniques réutilisables n'est pas de haute qualité et pas toujours disponible.<sup>11</sup> La durabilité connaît à certains

<sup>11</sup> Dans ses commentaires sur le projet de rapport, WA a noté les effets des vacances scolaires et a déclaré que du matériel était distribué dans les trois régions.



moments quelques contraintes dans le cadre de la GHM dans la mesure où la matière première fait parfois défaut et dans ce cas, ce sont des serviettes jetables qui sont achetées par les parents et mises à disposition des élèves.

Le manque de réactivité lors de la panne de certains forages met en veilleuse les activités autour du jardin scolaire. Aussi, la forte demande des usagers en eau (cantine scolaire, toilettes, jardin scolaire et population riveraine) pourrait provoquer un déficit qui compromet l'atteinte des objectifs fixés par les écoles bleues.

**Résumé :** Dans quelle mesure les avantages nets de l'intervention continueront-ils, ou sont-ils susceptibles de continuer ?

La durabilité des activités internes de l'organisation (WA/EVI) est par définition faible car elle est financée de manière externe.

La durabilité des structures institutionnelles soutenues est probablement moyenne à élevée car les capacités ont été renforcées et le financement est intégré dans le budget municipal. De plus, un fort degré d'acceptation de la part des institutions villageoises est noté.

La durabilité des effets est susceptible d'être moyenne à élevée car les infrastructures sont basiques (et donc entretenables) et en place, les capacités sont développées et les attitudes des villages dans de nombreux cas ont changé de manière significative.

## 5.7 RÉFLEXIONS SUR LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE

En s'attaquant à la pauvreté, l'Asdi reconnaît sa complexité et sa nature multidimensionnelle. Un outil pour cela est l'analyse multidimensionnelle de la pauvreté (MDPA). Dans la section qui suit, nous nous inspirons de la terminologie et de la structure MDPA. Une MDPA complète nécessite beaucoup plus de temps et de profondeur d'analyse que ce qui est possible dans cette évaluation.<sup>12</sup>

Pour cela, le modèle Asdi d'analyse de la pauvreté identifie quatre dimensions de la pauvreté qui sont : (i) les ressources, (ii) les opportunités et le choix, (iii) le pouvoir et la voix, et (iv) la sécurité humaine. Ces dimensions permettent d'identifier les principaux modes de manifestation de la pauvreté et la façon dont elle est vécue par les personnes qui la vivent.

Dans le cadre de cette évaluation, nous analysons ces dimensions de manière méso (régions) et microéconomique (populations) à la lumière du programme PHA.

### Ressources

Le manque de ressources financières humaines et matérielles est reconnu comme un facteur transversal et aggravant de la pauvreté multidimensionnelle.

Dans la mesure où ce projet ne visait pas à améliorer les revenus des populations, notre analyse portera sur si et comment les ressources déployées ont contribué à réduire la

<sup>12</sup>Pour plus de détails sur le MDPA, veuillez-vous référer à [Dimensions of Poverty – Sida's Conceptual Framework, 2017](#)

pauvreté en améliorant les conditions de vie des populations en matière d'hygiène et d'assainissement.

Les résultats de l'évaluation du projet « Promotion de l'hygiène et de l'assainissement dans les régions du Nord, du Centre-Nord et du Centre-Sud au Burkina Faso » indiquent la mise à disposition de ressources financières pour la conduite des activités mais, sur le terrain, ces ressources ont été jugées par les agents concernés insuffisantes compte tenu de leur niveau de formation, notamment en termes de rémunération des Techniciens Communaux de l'Eau et de l'Assainissement (TCEA) recrutés par les communes, mais ces niveaux de rémunération seraient conformes à la grille du personnel de la fonction publique territoriale. De plus, la plupart des maires des communes d'intervention mentionnent le manque de ressources financières pour assurer la pérennité du projet dans les villages, cependant, ils sont parvenus à inscrire la prise en charge des TCEA dans le budget communal.

Si les ressources financières étaient suffisantes pour la gestion institutionnelle et administrative du projet, il n'en reste pas moins que des insuffisances ont été relevées au niveau de la base.

En termes de ressources humaines, toutes les régions sont unanimes quant au renforcement des capacités humaines dont elles ont bénéficié dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement. Il y a eu (selon les personnes interrogées), le renforcement des capacités et le transfert de compétences et de connaissances des Services Techniques Déconcentrés (STD), et des services communaux aux populations à la base (populations, élèves, parents d'élèves, associations de jeunes et de femmes, ASBC, TCA, maçons, vidangeurs manuels, etc.)

Cependant, les régions étaient mal pourvues (selon les personnes interrogées) en logistique, matériel de bureau et matériel roulant. Par exemple, dans la commune de Korsimoro dans le Centre Nord, l'association des jeunes et des femmes de la commune était seule aux commandes.

### **Opportunités et choix**

Ce projet traduit le PN/AEUE aux populations à la base et devrait contribuer positivement à l'amélioration des indicateurs d'hygiène et d'assainissement au niveau national. C'est pourquoi le manque d'opportunités et de choix offerts aux populations des régions d'intervention du projet en matière d'hygiène et d'assainissement (parce qu'elles sont peu dotées des ressources et des capacités pour s'offrir ces services), les a amenées à faire de ce projet la seule issue pour leur intégration et leur inclusion dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement. De ce fait, les 25 communes d'intervention se sont approprié le projet. C'est ainsi que le chef du village de Dapelgo dans le Centre-Sud a dit à l'équipe d'évaluateurs « ... Vous êtes notre gouvernement, c'est vous que nous connaissons... ce projet est notre gouvernement dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement... ».

Ceci est attesté par les points suivants :

- Les ménages ayant bénéficié des latrines ECOSAN attestent d'une amélioration des rendements de leur production ; de même, les écoles bleues constatent que les productions des jardins représentent un gain significatif pour l'école
- L'ATPC avec subvention pour les plus démunis a suscité l'intérêt des populations pour la construction de structures, mais la non-disponibilité des ressources pour couvrir tous les besoins a conduit à certains malentendus.
- L'AME et l'APE pourraient faire de la fabrication et de la vente de serviettes hygiéniques un AGR pour la commune si la matière première était disponible en permanence.
- Les associations de jeunes et de femmes devraient être traduites en assureurs de qualité HEA dans les différentes municipalités
- Avec le projet, le GHM a mis fin au décrochage scolaire des filles dans les trois régions car selon l'UNFPA et l'UNICEF (2019), environ 21% des filles au Burkina Faso sont obligées d'abandonner l'école pendant leurs règles.
- Dans les VPP, on assiste à un choix du compost à base de sous-produits ménagers (tiges de sorgho et de maïs, déjections animales, cendres, urines...) au détriment des engrais chimiques.
- Il y a une optimisation en termes d'apport d'engrais dans les champs (compost, urine, vs engrais chimique de synthèse).
- les ASBC sont reconnues comme des structures reflétant la pérennité des acquis du projet sur le terrain.
- Le fait que les gens aient besoin de déchets pour fertiliser les champs les amène systématiquement à adopter des comportements qui à terme rendent leur village FDAL.

### Pouvoir et Voix

Selon les personnes interrogées, l'approche de WA et EVI est innovante, inclusive, participative et responsabilisante. Une approche aussi fluide a l'avantage de permettre aux gens de faire entendre leur voix jusqu'au sommet. Dans un tel contexte, il est aisé de procéder à la compilation/capitalisation et remontée des données et informations pour alimenter le contenu des politiques et référentiels de développement.

Aussi, dans toutes les communes, les séances de déclenchement ont suscité l'enthousiasme des populations qui ont fait des fosses au point que beaucoup attendent encore (à la veille de la fin du projet) la construction de leurs latrines pour que la FDAL devienne une réalité dans leurs villages.

Et le chef du village de Dapelgo de dire "... Merci au projet d'avoir élevé mon nom, d'avoir élevé le nom de mon village..."

Cependant, force est de constater que certains cadres mis en place dans certaines régions (Cadre de Concertation Eau et Assainissement du CCEA dans le Centre Sud par exemple) peinent à fonctionner. Le dispositif institutionnel est là pour donner la

parole aux populations afin de questionner la redevabilité, mais la crise sécuritaire n'a pas permis de tenir les rencontres. Une alternative de débats à travers les radios a tout de même été organisée pour permettre une expression des acteurs. De même, les comités communaux de suivi des projets ont permis une représentativité accrue, bien qu'encore limitée, dans l'expression des bénéficiaires.

Le partenariat avec l'INERA sur les activités de recherche dans les champs écoles dans les VPP a permis au projet d'intégrer un volet recherche. Cet état des faits contribue à renforcer son positionnement en tant que programme eau et assainissement auprès des partenaires qui soutiennent la recherche-développement. La durabilité pourra être renforcée avec la production d'un guide pratique sur le traitement des boues de vidange des latrines et leur utilisation hygiénique dans l'agriculture basé sur les expériences scientifiques issues du présent projet.

### **Sécurité humaine**

Le projet est visiblement axé sur les droits de l'homme car il met l'accent sur l'hygiène et l'assainissement. Il est inclusif car l'approche basée sur les droits de l'homme a permis de former et de mettre en place des centres de redevabilité dans les 3 régions même s'ils sont difficilement opérationnels pour le moment.

Le projet est multi-acteurs car toutes les composantes de la société sont prises en compte (hommes, femmes, jeunes, étudiants, filles et garçons, dirigeants, chefs de services techniques et communaux, agents techniques déconcentrés TCEA et ASBC etc.). Il est sexospécifique et sensible au genre car il a permis d'atteindre et de comprendre les besoins et les intérêts des différents groupes spécifiques (enseignantes, enseignants, femmes des associations de jeunes, élèves filles, élèves garçons, etc.) impliqués et bénéficiaires du projet.

L'intervention du projet au niveau des sites d'accueil des Personnes Déplacées Internes (PDI et hôtes) a permis d'apporter un soutien à la dignité de ces personnes (forages, latrines, kits dignité, d'hygiène, etc.)

**Ressources** : indications claires d'un accès accru aux ressources financières, matérielles et humaines.

**Pouvoir et voix** : L'approche participative, le renforcement des capacités et les initiatives locales ont eu des effets évidents. Davantage peut être fait en termes de responsabilité.

**Opportunités et choix** : au sein de la production traditionnelle (meilleure gestion de l'eau et des déchets, amélioration de la productivité agricole) et au sein de nouvelles niches entrepreneuriales.

**Sécurité humaine** : les réponses à la situation sécuritaire (par exemple, les besoins des personnes déplacées) ont été prises en compte

**Transversal** : Attention systématique a été accordée à l'inclusion (genre, âge, vulnérabilités)

# 6 Conclusion

## 6.1 CONCLUSIONS SUR LES CRITERES DU CAD-OCDE

### **Pertinence**

La pertinence du programme est élevée, telle qu'évaluée par rapport aux besoins, aux capacités existantes et à l'environnement politique suédois et burkinabé.

### **Cohérence et coordination**

Le programme a été cohérent avec les interventions des autres acteurs. Une approche innovante (cf. section 4.1) avec un bon potentiel de diffusion/d'extension, en partie grâce à l'attention portée à la bonne information des autorités provinciales et nationales sur le processus et sa mise en œuvre.

Le projet s'affiche en leadership au niveau national et régional dans le secteur, en investissant systématiquement dans le développement et la coordination du secteur global. Toutes les activités évaluées ont été mises en œuvre en étroite collaboration avec les structures étatiques concernées. La communication avec les bénéficiaires finaux différait parfois d'un site à l'autre.

Évaluation globale : Le programme a été cohérent et bien coordonné.

### **Efficacité**

Le programme a atteint la plupart des résultats prévus et il a été plus efficace que des interventions comparables ailleurs dans les provinces concernées. L'efficacité de la mise en œuvre repose sur une approche holistique et participative en étroite collaboration avec les structures villageoises, municipales et étatiques.

Le programme s'est avéré agile et adaptable aux changements contextuels, y compris la réponse Covid et la réponse aux besoins des personnes déplacées internes.

Un partenariat solide et formalisé entre les membres du consortium et les autres parties prenantes (ONG locales, services techniques de l'État, communes) d'une part, et ONG locales, prestataires de services et associations locales d'autre part, sont également des points forts de la mise en œuvre du projet.

Appréciation globale : Compte tenu du contexte – très efficace.

### **Genre et inclusivité**

Malgré des faiblesses dans la mesurabilité, l'évaluation globale est que le programme était sensible au genre.

**Efficienne**

Sans analyse approfondie, compte tenu du contexte, le programme est jugé très efficient.

**Durabilité**

La pérennité des activités de l'organisation interne (WA/EVI) est par définition faible car elle est financée par l'extérieur.

La durabilité des structures institutionnelles soutenues sera probablement moyenne à élevée, car les capacités ont été renforcées et le financement est intégré au budget municipal. De plus, on note un haut degré d'acceptation de la part des institutions villageoises.

La durabilité des effets est susceptible d'être moyenne à élevée car les infrastructures sont basiques (donc maintenables) et en place, les capacités sont développées et les attitudes des villages dans de nombreux cas ont considérablement changé.

## 6.2 VALIDITE DE LA THEORIE DU CHANGEMENT

La TdC décrit les voies de changement logiques qui sont intégrées dans la conception du programme. Ceux-ci sont basés sur des hypothèses formulées dans la conception du programme. Dans un contexte complexe, où l'attribution directe des changements identifiés aux activités du programme est impossible, la preuve de la validité des hypothèses permet de tirer des conclusions sur les effets. Si les hypothèses de TdC sont valides, le programme est susceptible d'avoir contribué à ses objectifs généraux. Les hypothèses de la TdC identifiées sont énumérées ci-dessous, suivies des *conclusions des équipes d'évaluation concernant leur validité*.

1. Les ministères de tutelle aux niveaux national, régional, provincial et municipal sont en mesure de fournir le leadership nécessaire. *Oui, il existe des preuves à l'appui.*
2. Les institutions locales traditionnelles sont prêtes à s'engager (chefs coutumiers, structure religieuse, écoles, réseaux sociaux). *Oui, il existe des preuves à l'appui.*
3. Les ministères de tutelle aux niveaux national, provincial et municipal sont en mesure de fournir le soutien technique nécessaire. *Oui, il existe des preuves à l'appui. Cependant, il existe également des contraintes de capacité et des variations dans la priorité de gestion accordée.*
4. Les problèmes fonciers liés aux nouvelles infrastructures d'eau et d'assainissement peuvent être résolus (forages, réseaux de distribution, gestion des déchets, écoles (y compris les jardins) et installations sanitaires des centres de santé, etc.) *Oui, il existe des preuves à l'appui.*
5. Les groupes de femmes et de jeunes choisissent de s'engager activement. *Oui, il existe des preuves à l'appui.*
6. La professionnalisation des services d'assainissement peut être profitable aux entrepreneurs qui choisissent de s'engager. *Les preuves sont mitigées. Les différences*

*de chaîne de valeur entre les zones rurales et périurbaines doivent être explorées davantage. Les preuves indiquent que la rentabilité des services de gestion des déchets/compostage dans les zones rurales est peu probable.*

7. Les gens choisissent de s'engager dans de nouvelles structures, y compris des centres de responsabilisation. *Oui, il existe des preuves à l'appui, mais avec les boucles de rétroaction existantes – pas avec les centres de comptabilité prévus.*

Conclusion générale : les hypothèses sous-jacentes de la théorie du changement sont dans l'ensemble valables et le programme est donc susceptible d'avoir contribué à ses objectifs.

Le programme est également susceptible de contribuer aux objectifs généraux dans une future phase de suivi potentielle.

## 7 Leçons apprises

Parmi les principales approches qui ont été mises en place et qui devraient être promues, les parties prenantes ont souligné les éléments suivants comme importants pour la réussite du programme :

- Délégation des services d'assainissement (gérants de boutique d'assainissement, associations locales de jeunes et de femmes, maçons et hygiénistes assurant la prestation de services) ;
- Des campagnes d'information, d'éducation et de communication (IEC), largement participatives ;
- Mise en œuvre de l'approche d'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) ;
- Mise en œuvre réussie de l'approche GHM ;
- Subventions différenciées (selon le niveau de vulnérabilité des bénéficiaires).

Parmi les innovations identifiées par les interlocuteurs de l'équipe d'évaluation comme ayant un potentiel de développement ultérieur, les suivantes sont notées:

- Mise en œuvre de l'ATPC (du début à la certification) ;
- Écoles bleues
- Villages Propres et Productifs (VPP)
- Cabines GHM

La combinaison de différentes approches est un atout pour assurer la pérennité des services d'assainissement et d'hygiène dans les zones d'intervention du projet, avec la professionnalisation des associations locales de promotion de l'assainissement et de l'hygiène, le renforcement des capacités des troupes de théâtre, la formation des artisans maçons et des professionnels vidangeurs de latrines, ainsi que des collectivités locales, des gérants des boutiques d'assainissement, des ONG partenaires, notamment et la logique d'intervention ont été un atout pour le projet.

Pendant la phase de démarrage, le message doit être suffisamment clair pour gérer les attentes et éviter les malentendus ; à certains endroits, certains avaient compris que le projet subventionnerait tous les travaux, et ont ensuite été frustrés lorsqu'ils ont dû poursuivre leurs propres projets.



## 8 Points de discussion

Dans les divers entretiens tenus avec WA/EVI, trois questions clés pour la conception du programme futur ont été soulevées. Les problèmes ne peuvent pas être résolus sur la base des données recueillies dans le processus d'évaluation mais sont, dans l'esprit d'une évaluation axée sur l'utilisation, documentés ci-dessous pour référence par les principaux utilisateurs.

### 8.1 MAINTENIR LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET SE CONCENTRER SUR L'ACHEVEMENT ET LE SUIVI OU S'ETENDRE/SE DEVELOPPER GEOGRAPHIQUEMENT ?

#### **Réflexion de l'équipe d'évaluation :**

Malgré une conception qui soutient la durabilité, l'équipe d'évaluation plaide donc en faveur du maintien de la zone actuelle du programme ou de la concentration géographique plutôt que de l'expansion, afin d'obtenir à la longue des municipalités modèles en PHA.

L'équipe d'évaluation note que la mise à profit des communes modèles n'est pas encore optimale à ce stade en raison d'un manque d'enthousiasme des techniciens d'autres communes à visiter les communes dotées de TCEA à des fins d'apprentissage.

Cependant, dans d'autres zones, il y a parfois la présence d'autres donateurs qui pourraient soutenir un technicien.

### 8.2 QUELLE ADAPTATION EST NECESSAIRE AUX DIFFERENCES CONTEXTUELLES RURALES ET PERIURBAINES (PAR EXEMPLE, EN TERMES D'OPPORTUNITES DU SECTEUR PRIVE ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CHAINE DE VALEUR DES DECHETS)

#### **Réflexion de l'équipe d'évaluation :**

L'équipe d'évaluation doute que les conditions existent pour une commercialisation des déchets organiques (végétaux, excréta et urine) en milieu rural.

L'équipe d'évaluation estime que les conditions existent pour une commercialisation des déchets organiques dans certaines zones urbaines et périurbaines - des études plus

approfondies des chaînes de valeur et de leur logistique devraient précéder de nouveaux investissements.

### 8.3 QUEL EST LE ROLE DE WA/EVI DANS LA PREPARATION A LA SITUATION SECURITAIRE/HUMANITAIRE ?

**Réflexion de l'équipe d'évaluation :**

L'équipe d'évaluation estime que le contexte extérieur continuera d'être caractérisé par des défis liés à la situation sécuritaire, au changement climatique et aux migrations/déplacements internes. Cela implique que des interventions humanitaires de moyenne à grande échelle sont susceptibles d'avoir lieu dans les zones d'intervention de WA/EVI dans les années à venir.

L'équipe d'évaluation estime que WA/EVI dispose d'avantages comparatifs en termes de relations établies avec les populations et les autorités locales dans le domaine de la PHA.

# 9 Recommendations

## 9.1 RECOMMANDATIONS À L'ASDI :

1. Continuer à investir dans le secteur au Burkina Faso.
2. Continuer à permettre aux partenaires de mise en œuvre de s'adapter aux changements contextuels en autorisant des changements de conception de programme, tels que les activités Covid et PDI, en réponse au changement contextuel.
3. Encourager les partenaires soutenus à améliorer leur préparation aux réponses humanitaires - sur la base d'une analyse minutieuse de l'avantage comparatif de chaque organisation, y compris leur niveau de connaissance du contexte local et la valeur ajoutée de leurs relations/réseaux existants.

## 9.2 RECOMMANDATIONS À WA/EVI

1. Continuer à appliquer une approche participative, incluant les institutions formelles et informelles, pour assurer la durabilité.
2. Continuer à accompagner de manière proactive les structures étatiques (notamment au niveau communal) dans le développement du secteur en fonction des besoins des bénéficiaires.
3. Maintenir le renforcement des capacités organisationnelles et financières des associations féminines, des AME et des enseignants de PHA dans les villages.
4. Maintenir la répartition géographique et se concentrer sur l'achèvement et le suivi.
5. Étudier quelle adaptation est nécessaire pour faire face aux différences contextuelles rurales-périurbaines.
6. Développer des stratégies organisationnelles pour soutenir les interventions humanitaires – sans chercher à concurrencer les principaux acteurs humanitaires.
7. WA : Continuer d'investir et de jouer un rôle de premier plan dans la coordination nationale du secteur WASH.
8. EVI : Participer à la coordination nationale et continuer à investir dans le leadership de la coordination au niveau régional.

# Annexe 1 : Termes de référence

## Annexe 2 : Matrice d'évaluation

Dans ce tableau, les critères d'évaluation et les questions sont liés. Les TdRs ne demandent pas d'évaluation de l'efficacité. En plus des questions des termes de référence, certaines questions basées sur le genre et les droits de l'homme ont été incluses.

Critère d'évaluation & Des questions	Indicateurs	Instruments de collecte de données	Sources d'information	L'analyse des données
<b>Pertinence</b>				
<p>Pertinence dans la conception/la planification</p> <p>Dans quelle mesure les objectifs et la conception de l'intervention ont-ils répondu aux besoins, politiques et priorités des bénéficiaires, mondiaux, nationaux et partenaires/institutions, et ont-ils continué à le faire si/quand les circonstances ont changé ?</p>	<p>Tel qu'utilisé dans la documentation de planification du développement national</p> <p>Les systèmes de S&amp;E du programme incluent-ils les questions liées aux RH et au genre ?</p>	<p>Révision de document</p> <p>Guide d'entretien</p> <p>Méthode d'observation et d'interprétation</p>	<p>Entretiens avec des informateurs clés</p> <p>Stratégies et plans nationaux liés à WASH sur « besoins et priorités nationaux et régionaux, à l'intérieur et à l'extérieur du secteur WASH ».</p> <p>Avis des bénéficiaires et utilisateurs</p> <p>Documents de projet, rapports d'avancement, etc.</p>	<p>Collecte et regroupement thématique des données.</p> <p>Évaluation de la cohérence entre les politiques et la conception</p>
<p>Pertinence dans la mise en œuvre : Dans quelle mesure les enseignements tirés de ce qui fonctionne bien</p>	<p>Capacité à identifier les défis rencontrés et à illustrer les</p>	<p>Examen des documents (les plans ont-ils été</p>	<p>Entretiens avec des informateurs clés avec le personnel de</p>	<p>Test des hypothèses de la théorie du changement par</p>

Critère d'évaluation & Des questions	Indicateurs	Instruments de collecte de données	Sources d'information	L'analyse des données
et de ce qui ne fonctionne pas ont-ils été utilisés pour améliorer et ajuster la mise en œuvre des interventions ?	actions de gestion en réponse à ces	révisés au fil du temps ?  Guide d'entretien  Méthode d'observation et d'interprétation	direction et de soutien (S&E, ressources humaines, finances et opérations)	rapport aux données
Pertinence par rapport aux besoins de groupes spécifiques	Existe-t-il des solutions fonctionnelles du secteur privé ? Sont-ils rentables ? Y a-t-il des non-bénéficiaires qui souhaitent adhérer ?	Comme ci-dessus et analyse des parties prenantes	Groupes cibles bénéficiaires : Etudiants municipaux en charge des plans de développement communaux ; Artisans et autres cibles bénéficiaires Élèves, enseignantes et autres acteurs impliqués dans la gestion efficace des menstruations	Cartographier les preuves de la demande de service  Évaluation du degré d'entretien dans les centres de santé et les écoles
<b>La cohérence</b>				
Dans quelle mesure l'intervention était-elle compatible avec d'autres interventions dans le secteur WASH au Burkina Faso ?	La question est-elle bien comprise ? les exemples de réponses sont-ils pertinents ?	Triangler avec les rapports pertinents des acteurs nationaux et locaux du secteur Évaluer l'alignement des politiques et la	Points de vue des représentants des ministères de tutelle nationaux (locaux ou nationaux selon le cas, compte tenu du contexte des activités entreprises)	Triangler avec les points de vue des donateurs/système des Nations Unies concernés

Critère d'évaluation & Des questions	Indicateurs	Instruments de collecte de données	Sources d'information	L'analyse des données
		coordination du secteur		
<b>Efficacité</b>				
Efficacité dans l'obtention des résultats : dans quelle mesure l'intervention a-t-elle atteint ou devrait-elle atteindre ses objectifs et résultats, y compris les résultats différentiels entre les groupes ?	Les indicateurs utilisés dans la documentation du programme seront utilisés pour cette comparaison	Documentation du programme Informateurs clés	- Énoncés sur les effets suivis de demandes d'exemples concrets. Les produits/résultats du projet cités doivent être suivis de questions sur le changement de comportement et ses effets. - Trianguler avec les rapports de projet et les évaluations des intervenants du gouvernement antérieur, le cas échéant. :	Cartographie des réalisations par rapport aux plans.  Analyse pour différencier les extraits des résultats.
Efficacité de la mise en œuvre Le système de S&E a-t-il fourni des informations solides et utiles qui pourraient être utilisées pour évaluer les progrès vers les résultats et contribuer à l'apprentissage ?	Capacité du personnel de soutien à trouver des données pertinentes, capacité à décrire le fonctionnement du système de S&E et quelles sont ses forces et ses faiblesses	- Recherchez-vous une « trace papier » des décisions affectées par les données de S&E ? - Dialogue avec le S&E et la direction sur le suivi et son utilisation	Le système est-il axé sur les extraits ou les résultats ? Les données sont-elles collectées pour cocher la tâche ou parce qu'elles sont jugées nécessaires à la mise en œuvre ?	Le personnel montre-t-il comment utiliser un système de S&E ? Cette compréhension va-t-elle au-delà du personnel de S&E ?

Critère d'évaluation & Des questions	Indicateurs	Instruments de collecte de données	Sources d'information	L'analyse des données
		dans la gestion. - Perceptions KII sur la qualité des rapports		
<b>Efficacité dans la planification/conception</b>	Les parties prenantes concernées montrent-elles un niveau approprié de connaissances sur le programme et sa mise en œuvre ?			Test des hypothèses de la théorie du changement par rapport aux données
<b>Durabilité</b>				
Durabilité dans la conception/la planification				
Durabilité des résultats : dans quelle mesure les avantages nets de l'intervention se poursuivront-ils ou sont-ils susceptibles de se poursuivre ?			Rapports de projet KII. Rapports nationaux sur le secteur WASH Bénéficiaires sur le terrain	
<b>Durabilité dans la mise en œuvre ?</b>				
<b>Coordination</b>				
Dans quelle mesure les interventions des différents acteurs, notamment des bailleurs de fonds, ont-elles été harmonisées ?			KII Rapports de projet. Rapports pays sur le secteur WASH	



# Annexe 3 : Outils de collecte de données

## GUIDE D'ENTRETIEN A L'ENDROIT DES ONG PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

### Pertinence

- L'intervention répond-elle à une priorité nationale en matière d'hygiène et d'assainissement ? au niveau international, national, de la base et des autres acteurs du développement au niveau local ?
- Cela a-t-il été possible même dans le contexte du covid19 ? et les problèmes de sécurité ?
- DH et EGS : a-t-on procédé à une analyse d'impact différenciée selon le genre sur les droits humains et l'égalité des sexes lors de la phase de conception ? Le cas échéant, ces analyses ont-elles fourni des informations de qualité sur les causes fondamentales des inégalités et des discriminations dans le domaine de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement qui soient de nature à orienter davantage l'intervention ?
- Dites-nous ce qui a bien fonctionné et ce qui a mal fonctionné dans la mise en œuvre du projet :
- Dites comment vous avez dominé ce qui n'allait pas ?
- La prise en compte des droits humains (droit d'accès à l'eau et à l'assainissement) et des spécificités de genre (par rapport à l'accès à l'eau et à l'assainissement) a-t-elle été toujours facile sur le terrain ? Si non, quelles ont été les difficultés ?

### La Cohérence

- En tant que ONG de mise en œuvre à la base, avez-vous produit dans le même temps d'autres interventions du genre ?
- Si oui, quels sont les points de convergence ?
  - Du point de vue de l'approche terrain
  - Du point de vue des résultats et de la prise en compte des droits humains et du genre ?
- Avez-vous ressenti une coordination de vos actions sur le terrain avec les autres ?
- Y a-t-il des points de divergence ? Si oui, quels sont-ils ?
- Arrivez-vous à faire une nette distinction entre l'approche de WA et ces autres interventions ? Commentaire ?

### Efficacité

- Citer les résultats obtenus
- Selon vous, l'intervention a-t-elle atteint les objectifs fixés dans la région ?

- Quels ont-été les principaux résultats obtenus en matière de réalisation des DH et de l'EGS ?
- Avez-vous pensé à la diffusion de ces résultats auprès des groupes de parties concernées et bénéficiaires ?
- Etes-vous capable au stade actuel de fournir des données pertinentes sur le projet ? Décrire le fonctionnement du système de S&E et ses forces et faiblesses
- Veuillez partager les informations dont vous pensez à ce sujet (résultats obtenus/résultats prévus ; indicateur obtenu /indicateur de référence) ?
- Veuillez décrire (instruments et outils) comment ces données et informations ont été imposées/regroupées ?
- Au cours de la mise en œuvre, at-on mené des efforts systématiques et appropriés pour intégrer les différents groupes de parties concernées et, en particulier les groupes les plus vulnérables ?
- Faites-vous remonter régulièrement les données transférées au niveau central ?
- Des indicateurs ainsi que des situations de référence quantitatives et qualitatives spécifiques ont-ils été mis à disposition afin de pouvoir mesurer les progrès réalisés en matière d'hygiène et d'assainissement ?
- Le cadre de suivi a-t-il désigné un responsable de la réalisation des objectifs en matière de DH et d'EGS ?
- L'équipe technique du projet est composée au 1/3 de femmes

### **Durabilite**

- La conception de l'intervention prévoit-elle une stratégie de durabilité et de clôture appropriée (promotion de l'appropriation nationale/locale, utilisation des capacités locales, etc.)
- Quels sont les éléments qui indiquent que les résultats du projet seront durables dans le temps (sur les activités et les cibles concernées) ?
- Avez-vous observé une tendance à un changement durable des attitudes, des comportements, des pratiques et des relations de pouvoir en matière d'eau et d'assainissement entre les différents groupes de parties concernées ? Commentaire ?

### **Conclusion**

- Vos relations de collaboration avec WaterAid/Eau Vive Internationale ont-t-elles été fructueuses ?
- Vos capacités de pilotage de projets de ce genre ont-elles été améliorées ? Si oui, un commentaire ? si non, quels sont les manquements ?
- Autres informations à nous partager que vous voulez voir apparaître dans ce rapport d'évaluation finale ?

## GUIDE D'ENTRETIEN A L'ENDROIT DES GROUPES COMMUNAUTAIRES :

(Groupe des Jeunes, groupe des femmes, ménages, élèves filles, élèves garçons, maîtres, pères éducateurs/mères éducatrices)

### **Pertinence**

- Votre taux d'accès à l'eau et à l'assainissement, vos connaissances et compétences, ont-ils augmenté ?
- Comment avez -vous accueilli les différents modules développés
- Comment arrivez-vous à vous constituer en phase avec les objectifs du projet vous concernant ?
- Existe-t-il des synergies (rencontre d'échanges autour du projet, conseils et complémentarité etc.) entre vous et d'autres groupes de bénéficiaires communautaires ? Si oui, vous
- les résultats du projet ont-ils répondu à vos besoins et intérêts tels que définis dès le début du projet

### **Efficacité**

- Est-ce que la défécation à l'air libre était un problème pour vous,
- Est-ce que la gestion hygiénique des menstrues était un problème pour vous,

### **Durabilité**

- Dans quelle mesure avez-vous l'assurance que vous pourrez vous appuyer sur les changements durables (prônés par ce projet) en matière d'eau et d'assainissement ?
- Si blocage, qu'est-ce qui pourrait en être ?
- Commentez-vous un changement durable des attitudes de vos comportements, pratiques et des relations de pouvoir en matière d'eau et d'assainissement suite à ce projet ?

### **Conclusion**

- Vivez-vous désormais un bien être (en termes d'acquisition de ressources/connaissances, de prise de parole/voix, d'opportunité de choix, de sécurité humaine et de droit humain, d'équité de genre) dans le cadre de ce projet Commentaire ?
- Autres informations à nous partager que vous voulez voir apparaître dans ce rapport d'évaluation finale ?

## Annexe 4 : Bibliographie

- Ambassade de Suède, 2021, « Multidimensionnel pauvreté (MDPA) : Une mise à jour pour le Burkina Faso ». Ouagadougou.
- [Les Dimensions de la Pauvreté. POVERTY TOOLBOX 2019. \(sida.se\)](#)
- Groupe des Nations Unies pour l'Evaluation (GNUE), « Intégrer les droits de l'homme et l'égalité des sexes aux évaluations – Vers un document d'orientation du GNUE ».
- MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT BURKINA FASO, Juin 2017, « Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta 2016 – 2030 » Version finale.
- MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT BURKINA FASO, Juin 2017, *Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable 2016 – 2030* Version définitive.
- SUEDE, WaterAID , août 2019 « Protocole de collaboration pour la mise en œuvre du Projet de « Promotion de l'Hygiène et l'Assainissement dans les régions du Centre-Nord, du Centre-Sud et du Nord du Burkina Faso » : entre WaterAid Burkina Faso et la commune de Gaongo dans la région du Centre Sud
- SUEDE, WATERAID, EAU VIVE, juin 2023, « Cadre de suivi des performances projet PHA 3R\_04.07.2023 ».
- SUEDE, WATERAID, EAU VIVE SEI, juin 2021 « Etude de référence/états des lieux du projet VPP : résultats et recommandations pour le projet pilote ».
- SUEDE, WATERAID, EAU VIVE, Avril 2019, « Convention de partenariat pour la mise en œuvre du Projet de *Promotion de l'Hygiène et l'Assainissement dans les régions du Centre-Nord, du Centre-Sud et du Nord du Burkina Faso* : entre l'association Eau Vive International et l'Association Vie Meilleure (AVM) ».
- SUEDE, WATERAID, EAU VIVE , Avril 2022, « Protocole de collaboration pour la mise en œuvre du Projet de *Promotion de l'Hygiène et l'Assainissement dans les régions du Centre-Nord, du Centre-Sud et du Nord du Burkina Faso* entre WaterAid Burkina Faso et Association Mains Unies du Sahel (AMUS) et la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement du Centre Nord »
- SUEDE, WATERAID, EAU-VIVE, 23 février 2023, « Projet de Promotion de l'Hygiène et l'Assainissement dans les régions du Centre-Nord, du Centre-Sud et du Nord du Burkina Faso : Rapport narratif intermédiaire – période de janvier à décembre 2022 »
- SUEDE, WATERAID, EAU-VIVE , juin 2021 « *Évaluation à mi-parcours du Projet de Promotion de l'Hygiène et l'Assainissement dans les régions du Centre-Nord, du Centre-Sud et du Nord au Burkina Faso* » Avec l' assistance technique du cabinet Ingénierie Internationale en Décentralisation et Développement local (2ID Sarl ) [cabinet2id@gmail.com](mailto:cabinet2id@gmail.com)
- SUEDE, WATERAID, mars 2023, « Protocole de collaboration pour la mise en œuvre du Projet de *Promotion de l'Hygiène et l'Assainissement dans les régions du*

- Centre-Nord, du Centre-Sud et du Nord du Burkina Faso : entre WaterAid Burkina Faso et l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) ».*
- SUEDE, WATERAID, Octobre 2019, « Protocole de collaboration pour la mise en œuvre du Projet de *Promotion de l'Hygiène et l'Assainissement dans les régions du Centre-Nord, du Centre-Sud et du Nord du Burkina Faso : entre WaterAid Burkina Faso et Association Wéog -la- vim* .
- UNEG/G(2011) Intégration des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans l'évaluation --Vers un document d'orientation de l'UNEG .
- WaterAid , 2023, Comptes rendus des rencontres.
- WaterAid 2023, Modules et guides d'orientation et de formation.
- Stratégie de programme pays de WATERAID Burkina Faso 2016-2021
- WATERAID Burkina Faso, juin 2023 « Projet de situation accessibilité sécuritaire Communes »
- WATERAID Burkina Faso, juin 2023 « Situations des réalisations et de l'accessibilité dans les villages \_région du Nord ».
- WATERAID Burkina Faso, mai 2023 « accessibilité des villages dans la région du Nord »
- WATERAID EAU VIVE , 2022 « Situation des indicateurs et cibles du projet au 31 décembre 2022 »
- WaterAid, 2023, Rapports de formation.
- WATERAID, EAU VIVE , Janvier 2023 « Protocole de collaboration WaterAid \_EVI »
- WATERAID, EAU VIVE, 2018, Projet de « Promotion de l'Hygiène et l'Assainissement dans les régions du Centre-Nord, du Centre-Sud et du Nord du Burkina Faso », : « Etude de référence sur l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement et des droits d'accès des populations des régions du centre-nord, centre-sud et du nord » Suède, Rapport final d'étude. Novembre 2018.

# Annexe 5 : Liste des personnes rencontrées

Pour des raisons d'intégrité et de sécurité, la liste des noms, titres et postes spécifiques ne sera pas publiée mais sera partagée séparément avec l'ambassade.

## Catégories de parties prenantes des informateurs clés

Clé informateur sélection était dessiné des groupes de parties prenantes suivants. La sélection s'est développée à partir d'une analyse initiale des parties prenantes basée sur la documentation reçue et le dialogue avec WA/EV. L'échantillonnage était raisonné, visant à ce que les parties prenantes soient raisonnablement représentées parmi les informateurs clés. L'échantillonnage a été effectué en concertation avec WA/EV et a tenu compte de la logistique et de la faisabilité.

Partie prenante	Nombre de membres parties prenantes H/F	Données méthode collection
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement, Direction Générale de l'Assainissement	1/0	Entretien individuel
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement, Direction Générale de l'Assainissement (DGA)	0/1	Entretien individuel
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement, Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement (DREA) Président du Comité Technique Régional de Suivi	2/1	Entretien individuel
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et de la Pêche, Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Aménagement Hydraulique (DRAAH)	3	Entretien individuel
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, Direction Régionale de la Santé (DRS)	3	Entretien individuel
Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Institut de l'Environnement et de la Recherche Agronomique (INERA)	1/0	Entretien individuel
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales, Direction Régionale de l'Enseignement Post-Primaire et Secondaire (DREPS)	0/3	Entretien individuel

Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité, Chef du Service Technique Municipal	3/0	Entretien individuel
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité, Technicien Communal de l'Eau et de l'Assainissement (TCEA)	3/0	Entretien individuel
Directeurs Régionaux ou autres personnels des écoles ciblées	25	Entretien individuel et observation sur place
Des centres de santé équipés	Dix	Entretien individuel et observation sur place
Maçons	750, (peut-être juste mentionner 25 formateurs de maçons)	Entretien de groupe
Gérants de magasins d'assainissement	25	Entretien de groupe
Groupes de femmes	25	Entretien de groupe
Vidanges de latrines manuelles	25	Entretien de groupe
Groupes de jeunes	25	Observation sur place
Agents de santé communautaires (CBHW) ou hygiénistes	1118	Entretien de groupe
Ménages dans les communautés cibles	19 000	Observation sur place
WaterAid, directeur pays	1/0	Entretien individuel
WaterAid, employés	3/0	Entretien individuel
Eau Vive Internationale, Directeur Pays	1/0	Entretien individuel
Eau Vive Internationale, employées	2/0	Entretien individuel
Équipe de gestion de projet WA/EVI	?	Entretien de groupe
Chefs d'ONG Partenaires dans la mise en œuvre	3/0	Entretien individuel
Représentant de SPONG, organisation des ONG	1/0	Entretien individuel
Chefs de groupes de théâtre locaux	0/0	Entretien individuel
Asdi, Ouagadougou	0/1	Entretien individuel
SEI, Institut de l'environnement de Stockholm	1/0	Entretien individuel

# Annexe 6 : Évaluation axée sur l'utilisation

Veillez trouver ci-dessous la check-list pour l'EFU, telle que présentée dans la proposition technique.

Ci-dessous, la version en douze étapes de l'évaluation centrée sur l'utilisation (UFE), complétée par l'étape n° 8 de Patton <sup>13</sup>, est présentée avec une brève description de la contribution d'EoS /WA-EVI et de l'équipe aux étapes respectives. Les étapes 1 à 9 font partie de la phase de démarrage, l'étape 10 est la communication et considérations pendant la phase de collecte de données et les étapes 10 à 13 décrivent les interactions pendant la phase d'analyse et de rapport.<sup>14</sup>

Étape dans l'utilisation – Focus de l'évaluation	Ambassade, participation de WA-EVI	Observations et actions de l'équipe
Étape 1 Évaluation de l'état de préparation du programme	Dans quelle mesure les utilisateurs (gestionnaires) de WA-EVI comprennent-ils l'EFU et sont-ils prêts à y contribuer ?	Présenter l'EFU, décrire les implications pour les utilisateurs, discuter et évaluer le degré d'implication et d'engagement des utilisateurs lors de la réunion de démarrage. <b>Réalisé</b>
Étape 2 Évaluation de l'état de préparation des évaluateurs	Vérification de la volonté et de la capacité du management à s'engager en faveur de l'EFU	<b>La réunion de démarrage a permis de clarifier le rôle de commanditaire d'EoS et le dialogue qui a suivi a permis de clarifier les relations entre l'équipe et WA-EVI</b>
Étape 3 Identification des principaux utilisateurs visés	Ambassade de Suède, WA-EVI, autres acteurs concernés	Identifier les objectifs et les besoins des principaux utilisateurs lors de la réunion de démarrage et de l'atelier. <b>Réalisé</b>
Étape 4 Analyse de la situation	Apporter les informations nécessaires et participer aux discussions organisées.	Revue des aspects organisationnels, c'est-à-dire l'expérience antérieure des évaluations, les ressources disponibles et la priorité accordée à l'évaluation (par exemple, le temps). Convenir du contexte. <b>Réalisé lors de la réunion du 2é</b>

<sup>13</sup> Patton, 2012, Essentiel de Axé sur l'utilisation Évaluation: UN Apprêt. Mille Chênes, CALIFORNIE: SAUGE .

<sup>14</sup> Le pas et descriptifs sont basé sur Ramirez et Brodhead, 2013 : Utilisation Focalisé Évaluation UN apprêt pour évaluateurs.



		mai 2023
Étape 5 Identification des principales utilisations prévues	Identifié dans les termes de référence. Autres informations sur la manière dont les résultats seront utilisés (et à quelle fin ?)	Facilitation de la discussion sur l'utilisation prévue. Perceptions : menace ou opportunité ? Ou les deux ? Convenir des parties prenantes à impliquer/informer par qui. Réalisé
Étape 6 Recentrer l'évaluation.	Contribuer à affiner les questions d'évaluation et discuter des cadres analytiques à utiliser. Il s'agit d'une étape où l'implication de WA-EVI est essentielle.	Adaptation des méthodes et des questions d'évaluation aux informations obtenues lors des étapes précédentes, discussions avec les utilisateurs principaux sur les éléments évalués ; comment définir les succès et les défis ?? <b>Fait à travers un dialogue permanent avec WA et EVI tout au long de l'évaluation.</b>
Étape 7 Conception de l'évaluation	Essentiellement un retour d'information sur le rapport initial. <b>Reçu</b>	Adapter l'approche proposée et le développement de méthodes et d'outils détaillés pour s'assurer que les résultats répondent aux utilisations et aux utilisateurs prévus. <b>Fait à travers la conception des outils et méthodes de collecte.</b>
Étape 8 S'assurer que les utilisateurs visés comprennent les controverses potentielles sur les méthodes et leurs implications.	Participation active aux réunions pour discuter des questions éventuelles concernant les méthodes et leurs implications. Processus analytique pour préparer une participation active des parties prenantes.	Expliquer et discuter des controverses potentielles sur les méthodes et leurs implications avec les principaux utilisateurs. Faciliter le processus pour s'assurer que ceux-ci sont vraiment compris. Mental préparation. <b>Fait à travers plusieurs réunions avec le personnel de WA/EVI</b>
Étape 9 Simulation de l'utilisation de résultats	Discussion facilitée sur l'utilisation de données reconstituées, afin de vérifier que l'évaluation aboutira à des résultats utilisables par WA-EVI.	Produire des résultats reconstitués, faciliter la discussion avec les participants sur l'utilité de ces résultats. Si nécessaire, modifiez les méthodes ou les questions d'évaluation. <b>Fait</b>

Étape 10 Collecte de données	Être prêt à discuter de questions ou de changements urgents avec l'équipe. <b>Terminé, quelques modifications apportées au cours du processus</b>	Présenter l'EFU aux membres concernés de l'équipe WA-EVI et maintenir l'attention sur les questions relatives à l'utilisation tout au long de la phase de collecte des données. Informer les principaux utilisateurs des problèmes ou changements urgents. <b>Fait à travers un dialogue permanent avec les acteurs à tous les niveaux</b>
Étape 11 L'analyse des données	Participer et contribuer à des ateliers d'analyse pour discuter et interpréter les premiers résultats. Suggérer les domaines d'analyse supplémentaire, si des résultats inattendus apparaissent.	Préparer et animer un atelier d'analyse conjointe, pour la présentation des premiers résultats, la discussion des conclusions et des recommandations possibles.. <b>Plusieurs réunions de présentation tenues</b> <b>Fait à travers une réunion de restitution des résultats préliminaires le 14 juillet et une présentation des résultats le 28 juillet</b>
Étape 12 Facilitation de l'utilisation	Élaborer une stratégie de diffusion de l'évaluation afin d'en faciliter l'utilisation, y compris la planification pour les ressources nécessaires.	Préparer le rapport final et communiquer des constatations et des conclusions qui sont étroitement liés à l'objectif, aux critères et aux questions, hiérarchiser et présenter les recommandations qui facilitent l'utilisation. <b>Plusieurs réunions de présentation tenues</b>
Étape 13 Méta-évaluation de l'utilisation Facultatif, suggestion informelle	Participer et contribuer à l'atelier de clôture pour évaluer le processus d'évaluation et en particulier l'implication des utilisateurs dans le processus et l'utilisation potentielle des résultats de l'évaluation.	Préparer et animer l'atelier de clôture. Présenter les perceptions de l'équipe concernant le processus d'évaluation, notamment en ce qui concerne l'objectif d'utilisation de l'évaluation. Faire une synthèse des enseignements tirés du processus. <b>Fait</b>

Nous avons noté, avec satisfaction, que WA et EVI se sont engagés de manière constructive tout au long du processus d'évaluation.



## Evaluation finale du projet de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement dans les Régions du Centre-Nord, Centre-Sud et Nord du Burkina Faso

The evaluation assessed the "Project for the Promotion of Hygiene and Sanitation in the Centre-North, Centre-South and North Regions of Burkina Faso" implemented by WaterAid in collaboration with Eau Vive Internationale. The project aims to improve sustainable and equitable access to safe water and sanitation for communities in three regions of Burkina Faso. The evaluation found that the project is highly relevant in relation to the needs and the political environment. The evaluation also concluded that the project has been coherent and well-coordinated, as well as very effective given the difficult context. However, the external funding makes the sustainability of the activities low by definition. The evaluation team recommends that Sida keeps funding and support this sector, and that the WaterAid, Eau Vive Internationale consortium keeps applying a participatory approach and develop organisational strategies. The team suggests that the project should maintain the geographical scope and focus on completion and follow-up. This report is in French.

SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

Visiting address: Rissneleden 110, 174 57 Sundbyberg  
Postal address: Box 2025, SE-174 02 Sundbyberg, Sweden  
Telephone: +46 [0]8-698 50 00. Telefax: +46 [0]8-20 88 64  
E-mail: [sida@sida.se](mailto:sida@sida.se) Web: [sida.se/en](http://sida.se/en)

